

fédéchoses



Fédéchoses - *F012*

POUR LE FEDERALISME



1936-1975 : la lutte continue

**Les Communistes
et l'Europe**

Comité de Rédaction

J.P. Bacquart
J.F. Billion
J.M. Dubos
J. Martineau
Y. Pagès
J.L. Prevel
B. Thery

Secrétariat de Rédaction

M.C. Richard

Revue fédéraliste trimestrielle

Imprimerie
Presse Nouvelle
44, rue Burdeau 69001 Lyon

Tout courrier

J.E.F.
26, rue Sala 69002 Lyon

Directeur de la publication

J.L. Prevel

Commission paritaire 56256

SOMMAIRE

EDITORIAL	3
Les Communistes et l'Europe	4
Le P.C.F. trompe le peuple et les travailleurs	5
L'Italie et l'Europe	6
Espagne : Le dernier rêve	8
Italie : De la résistance à nos jours la lutte continue	9
In Memoriam : L'Europe des petits pas	13
Notes sur la politique extérieure chinoise	15
Proche-Orient : Le Liban n'est pas un P.O.S.	17
Occitanie : De papa d'Oc à caca d'Oc	18
Centrales nucléaires : une introduction au débat	20
Ouganda—Amin Dada — Fédéralistes — même combat	24
Tribune libre : Fédéralisme et non violence	25
Education	26
Congrès Français de la J.E.F.	27
Résolutions	28
Motion Politique	29
Euronana	30
Règlement intérieur de la J.E.F.-France	31
Les Editions Fédérop	32

SOUSCRIPTION

Pour le numéro supplémentaire «été 1975»

Nous n'avons pu publier ce numéro que parce que certains ont bien voulu nous y aider en souscrivant. Une deuxième liste est publiée ci-dessous.

Actuellement ce sont 1302,75 francs qui ont été recueillis.

La souscription reste ouverte. Merci d'avance !!!

Chèque barré ou mandat ou CCP à l'ordre de Jean-Luc Prevel — J.E.F. 26, rue Sala — 69002 Lyon.

Deuxième liste :

Bernard L. (Bron 69); Jean-François T. (Caluire 69); Arnaud L. (Villefranche 69); Dominique T. (Paris 75); Michel M. (Villefontaine 38); Hervé S. (Neuilly 92); Louis V. (Macon 71); Charles R. (Lyon 69); Jean-Louis H. (Dreux 29); Nicole T. (Villeurbanne 69); Denise G. (Lyon 69); Isabelle P. (Lyon 69); Geneviève K. (Strasbourg 67); Yves P. (Viroflay 78); Bernard B. (Lyon 69); Francis M. (Meudon 92); Patrick S. (Paris 75); Jean-Pierre H. (Paris 75); Myriam A. (Meudon 92); Claude B. (Oyonnax 01); Bernard B. (Paris 75); Marcel B. (Lyon 69).

Pour un total de : 555,75 F.

Total 2ème liste : 555,75

Report 1ère liste : 747,00

Total souscription : 1302,75 F.

Editorial

Il y a trois ans naissait **Fédéchoses**.

Dans l'éditorial du premier numéro, **Bernard Barthalay** écrivait notamment : «... Ceux de mes amis qui ont conçu **Fédéchoses** n'ont pour lui qu'une ambition modeste : porter remède à l'un des maux dont souffrent le plus les jeunes fédéralistes plus encore que leurs anciens, la dispersion. Les groupes de la J.E.F. ont sans le savoir beaucoup en commun, mais ce qui les sépare est loin d'être négligeable si bien qu'ils ne peuvent parler d'une seule voix aux autres organisations politiques de jeunes. Ils ne le pourront qu'au terme d'un long et difficile débat interne, quand la J.E.F. se sera donné une ligne théorique, politique et stratégique cohérente...».

Il y a dix-huit mois survenait un premier changement. En effet, la constitution de la J.E.F.-France piétinait en dehors de Lyon et de Paris, la J.E.F. européenne menaçait d'éclater après la tentative de prise de contrôle de l'organisation par des groupes conservateurs britanniques et scandinaves (1), la section française de l'U.E.F., enfin, annonçait une candidature aux élections présidentielles, chose que nous ne pouvions accepter en silence (2).

Il devenait indispensable d'élargir le champ de diffusion et l'éditorial du sixième numéro déclarait notamment : «... **Fédéchoses** cesse d'être un bulletin de liaison de groupes de la J.E.F.; **Fédéchoses** devient une revue trimestrielle dont le contenu est fixé par un Comité de Rédaction de cinq membres...».

Aujourd'hui, avec la fin de la troisième année de publication survient une troisième transformation, même si la revue reste fidèle aux lignes d'orientation fixées dans l'éditorial n° 6 :

- informations sur les activités de la J.E.F. et de l'Union Européenne des Fédéralistes;
- réflexions sur le fédéralisme et sur les conditions de la lutte politique dans la société moderne;
- soutien à toutes les luttes antiautoritaires (école, armée, minorités nationales, luttes sociales) qui agitent sporadiquement les Etats-nations européens, et concourent à leur affaiblissement et plus tard à leur destruction;
- soutien à toutes les forces qui luttent pour une société nouvelle, une société socialiste, démocratique et autogestionnaire.

Aujourd'hui la J.E.F.-France est constituée, et nous rendons compte dans ce numéro de son Congrès de Lyon des 6 et 7 septembre.

Aujourd'hui nos amis **Jean-Pierre Bacquart** et **Jacques Martineau** font à, titre individuel, leur entrée au Comité de Rédaction, où ils «représenteront» les fédéralistes picards et alsaciens.

D'autres membres des instances françaises ou européennes de la J.E.F. appartiennent au Comité de Rédaction de cette revue; cela ne sera pas forcément toujours le cas.

Telle est l'une des raisons pour lesquelles **Fédéchoses** doit conserver intacte sa pleine autonomie.

Cela ne nous interdit nullement de faire nôtres les propositions et les luttes de la J.E.F.-France :

- pour l'autonomie régionale;
- pour la reconnaissance non punitive de droit à l'objection de conscience;
- pour le droit au Syndicat de Soldats;
- pour les droits civiques des travailleurs immigrés;
- pour l'élection directe du parlement européen et la reconnaissance du pouvoir constituant du peuple européen...

FEDECHOSSES

Notes :

1 - Voir à ce sujet notamment les articles de Jean-Luc Prevel «Deuxième Congrès de la J.E.F., l'ambiguïté» (**Fédéchoses** n° 6) et de Jean-François Billion «... Lorsque le voile de l'ambiguïté se dissipe...» (**Fédéchoses** n° 7).

2 - Pour notre position au moment des Présidentielles de 1974, se reporter notamment à la quatrième page de couverture de **Fédéchoses** n° 6, à l'éditorial du n° 7 «Le Mouvement Fédéraliste Européen pour quoi faire?», à la motion du Comité Fédéral européen de la J.E.F. condamnant les candidatures fédéralistes et aux articles explicitant notre soutien à François Mitterand pour le second tour de scrutin, publiés dans le même numéro.

Les Communistes et l'Europe.

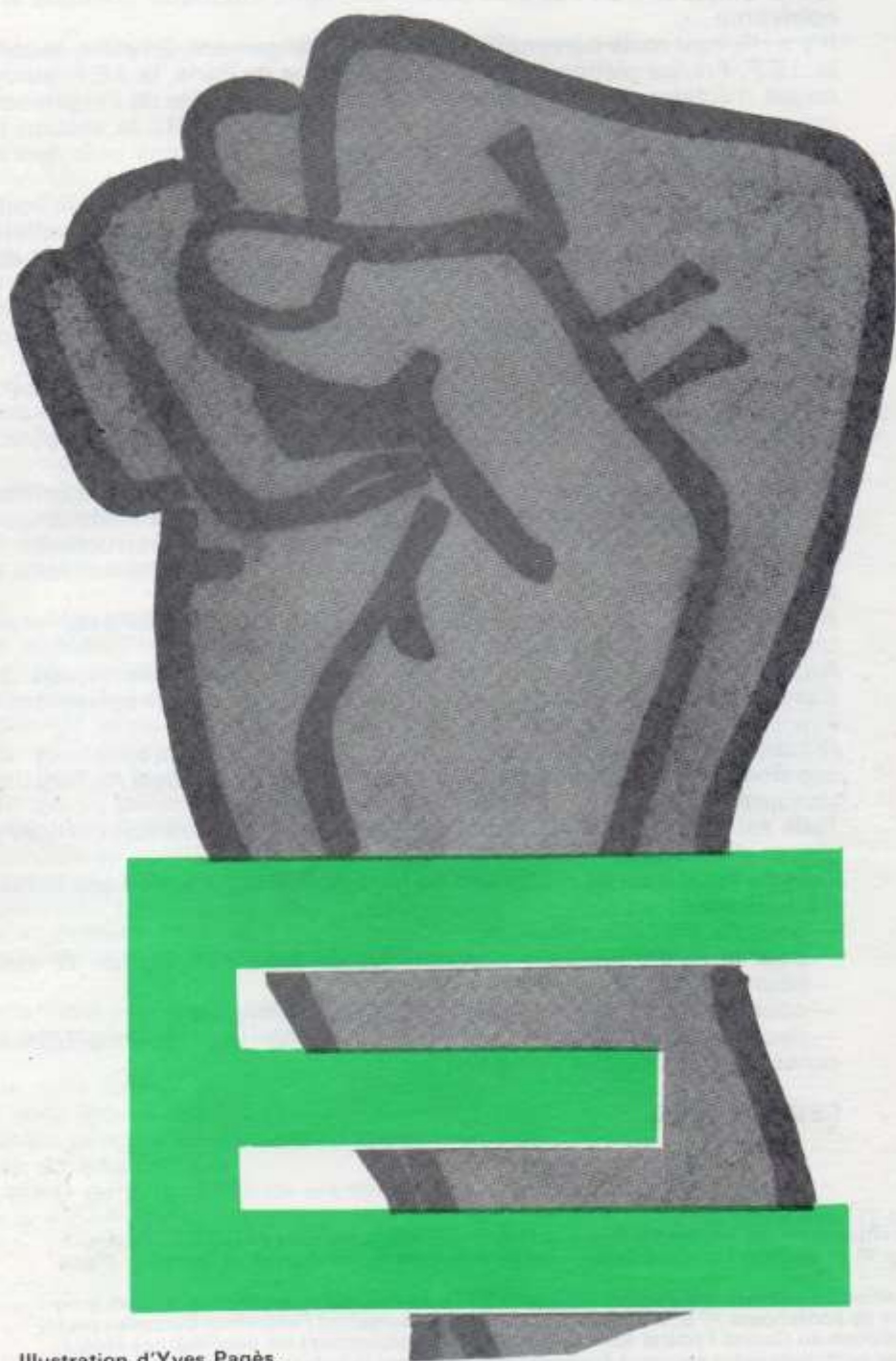


Illustration d'Yves Pagès.

LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS TROMPE LE PEUPLE ET LES TRAVAILLEURS

Monsieur Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a refusé de rencontrer Monsieur Léo Tindemans, premier ministre de Belgique, chargé par la conférence de Paris des 9 et 10 décembre 1974, d'une mission de consultation des milieux représentatifs de l'opinion publique sur l'Union Européenne. Monsieur Georges Marchais décrit en ces termes le projet d'Union Européenne : «l'Union Européenne ne pourrait signifier autre chose qu'une Europe de l'abandon national, une Europe de sacrifices pour les travailleurs».

Monsieur Marchais, vous vous trompez, et vous trompez le peuple et les travailleurs. Vous vous trompez quand vous dites que l'Union Européenne «signifierait de graves aliénations de la liberté d'action et de la souveraineté de la France». Qu'est-ce que la liberté d'action et la souveraineté de la France dans une Europe divisée, donc passive ? C'est la liberté de subir l'hégémonie des super-puissances. Il est proprement scandaleux d'affirmer, comme vous le faites, que notre pays a encore des prérogatives «essentiels», en matière de politique économique, sociale et monétaire, de politique extérieure et de défense, car ces prérogatives sont déjà européennes et leur expression politique est encore américaine. L'économie est européenne, mais il n'y aura pas de politique européenne sans pouvoir européen. Pour affaiblir l'impérialisme, ce qui est, si l'on en croit vos paroles, votre objectif, il faut mener à terme le projet d'Union Européenne, c'est-à-dire, fonder un Etat fédéral. Les Etats nationaux souverains sont l'instrument de l'impérialisme.

Vous parlez d'abandon. Abandon de quoi ? De ce que nous avons déjà perdu (l'indépendance), et de ce qu'il s'agit ensemble de reconquérir. Qui abandonne ? Ceux dont vous êtes, qui refusent de contribuer à façonner une Europe que vous avez tôt fait de condamner.

Monsieur Marchais, vous trompez le peuple et les travailleurs. Où sont les sacrifices pour les travailleurs ? C'est le parti communiste français qui sacrifie les travailleurs sur l'autel de la nation en leur refusant les moyens de lutter contre les firmes multinationales. C'est cela la démission des communistes.

Quand il s'agissait de restaurer la démocratie en France, à la Libération, les communistes étaient là, qui avaient versé leur sang pendant la Résistance. Quand il s'agit de rendre l'Europe à la démocratie et à l'indépendance, les communistes français font défaut. On ne peut pas être pour la démocratie en France, et contre en Europe. Le refus de l'Union Européenne et celui de l'élection directe du Parlement européen qui est, qu'elle ait lieu à la proportionnelle ou non, le seul moyen d'acheminer l'Europe vers l'unité dans la démocratie, c'est-à-dire vers la fédération, ne peuvent avoir que deux explications : ou bien Moscou refuse l'Unité Européenne, et le P.C.F. obéit à Moscou, ou bien le P.C.F. a peur de l'élection européenne, et refuse la démocratie quand elle le dérange.

Sans démocratie européenne, l'Europe restera américaine, quelle que soit l'explication que l'on donne du refus du parti communiste français, les communistes se rangent objectivement dans le parti de l'étranger tout en proclamant leur attachement à l'indépendance.

Monsieur Marchais, vous vous trompez, et vous trompez le peuple et les travailleurs. Pour les communistes, l'alternative est claire :

- ou bien ils entrent dans le jeu de la démocratie européenne, aident à fonder l'Europe en légitimité et en souveraineté, et ils gardent alors une chance de jouer un rôle moteur pour l'unité des forces de gauche en Europe, conservant intactes les chances du socialisme;
- ou bien ils ne jouent pas ce jeu, et ils se marginaliseront, en divisant, donc en perdant leur large base internationale; ils assisteront alors, impuissants, à un processus accéléré de social-démocratisation, c'est-à-dire d'intégration au système, de ce qui restera de la gauche en Europe.

Bernard BARTHÂLAY

L'ITALIE ET L'EUROPE*

Comme il était prévisible, une campagne alarmiste a commencé dans certains milieux italiens et internationaux. On cherche à présenter le vote du 15 juin et le grand bond accompli par le P.C.I., dans le cadre d'une avancée générale des forces de gauche, comme un fait pouvant conduire à l'isolement de l'Italie, à son détachement de l'Europe, à la croissance d'une méfiance internationale, qui pourrait rendre plus difficile la reprise économique du pays. Que l'alarme ait été tirée en Italie avec quelques spéculations à la baisse des valeurs mobilières, et avec une certaine reprise des exportations de capitaux, est une nouvelle démonstration de l'absence de toute conscience nationale chez des hommes et des groupes du grand patronat et de la droite économique et politique, qui aiment pourtant à se gargariser quotidiennement de déclarations patriotiques, mais sont toujours prêts, pour leurs sales intérêts, à poignarder la patrie dans le dos.

La déclaration de KISSINGER, sur la montée en Italie des forces, qu'il se permet de qualifier d'anti-démocratiques, est une nouvelle intervention inadmissible de l'Amérique dans la vie politique italienne. Mais qu'il y ait en Italie, des partis politiques et des forces sociales qui se complaisent dans de tels attentats contre l'indépendance nationale, est une nouvelle démonstration de la vocation à la servitude des couches possédantes italiennes.

Nous ne répondons pas aux sots, asservis à l'étranger, toujours prêts à suivre les directives données par le portier de l'ambassade américaine. Il y a désormais, des documents historiques qui prouvent l'ingérence quotidienne de l'ambassadeur LUCE dans la vie politique italienne, ou le rôle joué par les syndicalistes américains dans la scission du P.S.I. en 1947, et dans celle de la C.G.I.L. en

1948. Mais quand La Malfa voit un danger dans les résultats des élections, qui peuvent d'après lui conduire à un relâchement des liens entre l'Italie et ce qu'il appelle «le monde occidental», et quand il fait appel au sens des responsabilités du P.S.I. et du P.C.I., il est nécessaire de lui donner une réponse claire, capable de couper-court à toute spéculation intéressée.

la sécurité et la coopération en Europe, pourra créer des conditions qui permettraient le développement d'un processus de détente et de dépassement du système actuel d'alliances militaires.

L'Italie fait partie, en outre, de la Communauté économique européenne. La crise actuelle des institutions communautaires, ne doit pas cacher les progrès



L'Italie appartient à un système d'alliances politiques et militaires (alliance Atlantique et O.T.A.N.). L'Italie, est, en outre, un membre de la Communauté économique européenne. Les communistes considèrent la présence de l'Italie dans l'alliance Atlantique et dans l'O.T.A.N., comme un fait négatif, dangereux pour la paix et pour la sécurité nationale. Mais ils ne font pas de la sortie de l'Italie, de ce système d'alliance, un préalable parce qu'ils visent au dépassement des blocs militaires et politiques dans une perspective de paix et de désarmement progressif, contrôlé et équilibré. Les communistes s'opposent à l'acceptation de nouveaux engagements militaires et financiers et à toutes tentatives d'aggraver le contenu de traités qui furent explicitement qualifiés de défensifs et géographiquement limités. Une conclusion positive de la conférence de Helsinki pour

accomplis par le processus objectif d'intégration économique, entre les pays membres. Les communistes italiens sont convaincus de la nécessité de faire correspondre à l'intégration économique, aujourd'hui abandonnée à la direction des forces du grand capital monopoliste et des toutes puissantes sociétés multinationales, la construction d'une unité économique et politique et d'institutions communautaires qui aient le pouvoir de contrôler effectivement les processus d'intégration économique. Cela exige, comme la plupart des gens le reconnaissent désormais, une révision des traités de Rome de 1958, et une transformation démocratique réelle des institutions actuelles donnant au Parlement européen le pouvoir qu'il recevrait d'une investiture démocratique, c'est-à-dire d'élections directes au suffrage universel avec une loi électorale communautaire.

* Article publié dans le quotidien du P.C.I. «L'Unita» le 24 JUIN 1975 et reproduit dans «L'Unita Europea», mensuel de la section italienne de l'U.E.F.

Les résultats des élections du 15 juin ont renforcé le P.C.I., le parti qui se bat ouvertement et concrètement à Strasbourg, à Bruxelles, à Luxembourg et dans notre pays pour atteindre ces objectifs. L'avancée du P.C.I. est aussi, en partie, due à un choix européen sanctionné vigoureusement et clairement par notre dernier congrès. Nous croyons que seule une gauche européenne unitaire pourra imposer une transformation démocratique de la C.E.E.

Aujourd'hui, la gauche européenne n'est pas unie, non seulement en raison des vieilles divisions existant entre communistes et socialistes mais aussi en raison des différences et des oppositions sur le problème européen entre les communistes et entre les socialistes. La ligne de partage sur le problème de l'unité européenne ne passe pas seulement entre les deux partis, mais aussi au sein des deux partis. Dans cette situation difficile, le P.C.I. est au contraire tout-à-fait uni dans le développement d'une politique d'unité européenne, qui fasse de la C.E.E. un centre d'initiatives pour une coopération Pan-européenne plus large, de plus en plus nécessaire et donc pour l'établissement de rapports directs entre la C.E.E. et le Comécon.

L'avancée du P.C.I. ne peut donc pas affaiblir les rapports de l'Italie avec cette partie du monde occidental dont elle fait partie historiquement et géogra-

phiquement. Mais La Malfa ne doit pas confondre «Monde occidental» et «Civilisation occidentale». Si par civilisation occidentale il entend civilisation capitaliste, il ne peut pas demander à des partis qui proclament ouvertement, comme les communistes ou les socialistes, que leur objectif est d'aboutir au socialisme de renoncer à leurs idéaux.

Il y a aujourd'hui dans toute l'Europe occidentale une profonde crise politique que les développements de la crise économique ont aggravée et accélérée. La crise de la C.E.E. exprime une crise politique que subissent tous les pays membres et qui les divise tous, par le milieu, avec des fissures profondes rendant instables et inefficaces les gouvernements qui ne peuvent pas s'appuyer sur un large consensus. Dans tous les pays de l'Europe occidentale les forces de gauche ont pu recueillir environ 50% des voix avec de légères oscillations. La crise politique est plus profonde dans la partie méditerranéenne de l'Europe où elle est en marche du Portugal à l'Espagne, à l'Italie et à la Grèce.

La crise économique et politique qui investit toute l'Europe occidentale démontre la nécessité d'une transformation socialiste, pour donner une réponse aux problèmes (emploi, progrès scientifique, énergie) que les vieux rapports capitalistes ne sont pas en mesure de résoudre. En face des développe-

ments actuels, il est nécessaire que le gouvernement américain cherche, avant tout, à comprendre ce qui se passe en Europe, et les raisons profondes de tels déplacements. Avant de prononcer des jugements, que le professeur KISSINGER cherche à comprendre les raisons de l'avancée communiste en Italie ! L'Europe unie ne peut naître de la sujétion permanente aux Etats-Unis. Tous les jours, de nouveaux problèmes opposent la C.E.E. et les Etats-Unis (de la conférence triangulaire sur le pétrole au fonds monétaire). L'Europe unie doit affirmer son autonomie, sans être, par principe, anti-américaine, ou anti-soviétique, mais en bons rapports aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec l'U.R.S.S. (et avec la Chine).

Le fait qu'il y ait en Italie un parti communiste qui recueille le tiers des voix n'affaiblit pas, mais renforce les liens qui unissent notre pays à toute l'Europe. Le P.C.I. est en mesure de remplir une importante fonction unitaire pour aboutir à cette unité des forces de gauche en Europe qui peut seule accomplir une transformation démocratique des institutions communautaires. Le vote du 15 juin a accru les responsabilités du P.C.I. même sur le plan européen. Comme toujours, il cherchera à accomplir sa tâche le mieux possible.

Giorgio AMENDOLA

federalismo militante

Mensile della Gioventù Federalista Europea

FEDECHOSES - pour le Fédéralisme

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM Prénom

ADRESSE

Somme : (15 F minimum) par chèque barré au nom de Jean-Luc PREVEL, adressé à J.E.F. - 26, rue Seta, 69002 Lyon.

ESPAGNE

Cet article «le dernier rêve» nous est parvenu au début de l'été. Il a été écrit à une époque où l'on pouvait éprouver le besoin de dénoncer les semblants d'«évolution démocratique» et d'ouverture du régime, ou du moins ce que la majorité des observateurs s'acharnaient à analyser comme tel.

Depuis, le fascisme espagnol a repris du poil de la bête immonde et cela a donné la «loi» antiterroriste du 25 août, les exécutions des cinq patriotes et antifascistes basques et espagnols, cela a permis de porter à 10 jours le délai de torture légale dans les commissariats; cela a donné encore quelques centaines de prisonniers politiques supplémentaires.

Franco et ses complices ont montré par leur barbarie et leur mépris des Droits de l'homme et de la conscience universelle qu'ils restaient purs et durs, comme en 36.

Les démocraties, bourgeoises ou populaires, ont montré par leur lâcheté plus ou moins appuyée que la raison d'Etat n'était pas de la «bouillie pour les chats ou pour les chiens», qu'il n'y avait pas grand'chose à attendre d'elles.



En Espagne, par contre, un rapprochement s'esquisse entre les forces de l'opposition, notamment entre la Junte démocratique et la plateforme de Convergence démocratique. Les fédéralistes qui ont toujours souligné que l'on ne lutte victorieusement contre le fascisme que dans la plus large unité populaire, des libéraux anti-

fascistes aux communistes (et pourquoi pas aux révolutionnaires conscients de leur responsabilités historiques), ne peuvent que s'en féliciter.

Les fédéralistes doivent répéter sans cesse leur mise en garde aux démocrates et antifascistes (qu'ils soient d'Espagne ou d'ailleurs): il n'y aura pas de passage à la démocratie en dehors d'un large front d'unité populaire. Cela n'a rien à voir avec l'union sacrée ou la collaboration de classes.

Les fédéralistes doivent encore répéter qu'il n'y aura pas d'avenir démocratique de l'Espagne et qu'il y aura encore moins d'Espagne «libre, rouge et socialiste» en dehors de la Fédération européenne. Nous parlons bien évidemment d'une Europe unie, de l'Europe fédérale, de l'Europe des citoyens et des travailleurs, pas bien sûr de l'actuelle Europe communautaire, Europe de la division, des Etats et du capital. Au-delà du soutien «au jour le jour», ponctuel, qu'ils doivent aux antifascistes et aux peuples de l'Etat espagnol (comme ils l'ont pratiqué, entre autres, à Lyon aux côtés du Collectif Eva Forest), les fédéralistes doivent se mobiliser, conscients qu'ils sont que l'aide la plus efficace qu'ils peuvent offrir aux travailleurs et aux peuples de la Péninsule Ibérique en lutte pour leur liberté consiste à exiger et obtenir la reconnaissance du pouvoir constituant du peuple européen.

Fédéchoses

Le dernier rêve

La floraison des Associations politiques semblait réduite à un temps très limité, celui des mois printaniers, et l'impression commune était que cela ne donnerait rien, même au niveau du Régime, et qu'il s'agissait d'un de ses nouveaux et vains efforts pour échapper au piège de ses propres limitations. Mais voilà qu'on entrevoit une manœuvre de longue portée: on en parle, et nous ne devons pas la laisser échapper sans le commentaire opportun. Il s'agit, suivant le bruit qui court, de faire en sorte que les différentes Associations qu'approuvera le Conseil national du **Movimiento** se ressemblent dans leurs programmes et dans leurs buts, et qu'en outre elles soient composées de personnes dont la loyauté envers les prétendus Principes fondamentaux du **Movimiento** soit hors de question. Ainsi les **poveristas**, l'Union du Peuple espagnol et tant d'autres dinosaures d'identique constitution pourraient former un bloc électoral au service des intérêts de l'oligarchie constituée en gouvernement. Bref, une parodie du gaullisme, mais dans d'autres conditions et sans compter sur une personnalité d'une classe et d'une autorité indiscutables comme le général français. La masse qui composerait ces Associations, contrôlée comme effectivement elle l'est, d'accord avec la légalité en vigueur, par le Conseil national du **Movimiento**, servirait pour constituer, grâce aux ramifications que ce dernier possède dans toute l'Espagne, un nouveau système de «caciquisme»¹.

Il ne correspondrait pas exactement au «caciquisme» tel qu'il était structuré et proliférait au temps de Canovas², mais ses fonctions seraient identiques: contrôle, répression et exploitation soutenus par un paternalisme corrompu. Ce serait un des éléments d'un système tripartite, car la tentative du nouveau canovisme ne reposerait pas sur deux, mais sur trois éléments.

Le second, ce seraient des Associations qui ne devraient pas forcément être incluses dans le **Movimiento nacional**. Elles formeraient la gauche du système et leur fonction essentielle consisterait à manifester leur désaccord, mais sans contrecarrer les intérêts du Système lui-même. Ce second élément, on le chercherait, semble-t-il, chez les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens, en camouflant ces derniers sous quelque déguisement approprié. Ce second élément se situerait au centre, et pour compléter la trilogie serait indispensable un troisième élément ayant quelque rapport avec la gauche. Il pourrait, au sens large du terme, entrer dans ces tendances que le président Arias qualifia un jour de socialistes. Il est difficile de conjecturer qui ferait partie de ce

secteur, mais on trouve toujours des groupes prêts à tout si on leur promet de participer à ce que les Américains, dans une expression imagée, appellent le saloir au cochon. Toute cette machination a été conçue avec un machiavélisme ingénu et en même temps, maladroit, parce qu'il s'acharne à méconnaître des faits fondamentaux. Le principal d'entre eux, et qui d'une certaine façon résume tous les autres, consiste à oublier la présence de quinze millions d'Espagnols formant la population active et qui ne peuvent accepter le joug ambitieux et immoral de deux cent mille personnes qui prétendent remplacer la volonté populaire par une chimère dont les conséquences peuvent nous entraîner dans une nouvelle tragédie collective.

Il faut absolument que nous nous rendions compte de la nécessité inexorable qu'il y a à agir selon le bon sens et à regarder les problèmes avec l'indispensable pragmatisme. L'oligarchie gouvernementale ne pouvant sortir des limites qu'elle s'est elle-même forgées, se trouve dans une situation toute particulière qui l'oblige à rêver et à divaguer. Les seuls projets raisonnables et d'avenir sont ceux qui coïncident avec la volonté populaire. Les arrangements de laboratoire ou les projets fantaisistes ne reposant que sur l'embarras ou l'absence de perspectives ne sont profitables à personne. Nous supposons qu'il est inutile de faire appel au bon sens de l'oligarchie dominante et plus inutile encore à son patriotisme, mais il faut dénoncer la voie absurde et irréaliste dans laquelle elle s'est engagée.

Il ne s'agit pas ici d'une phrase pour terminer un article, mais de quelque chose qui ne souffre pas le doute: le gouvernement se démène au milieu de ses craintes et de ses chimères sans offrir de véritable solution au pays. Il faut vraiment que son incapacité soit bien grande pour qu'en des moments aussi graves il n'ait pas recours à quelque chose qui est le patrimoine de tous et se trouve à portée de la main: le bon sens appliqué à ce que les faits eux-mêmes exigent.

E.S. (Madrid - juin 1975)

N.d.T.:

1- Système de gouvernement reposant sur les notables.
2- Homme politique conservateur qui fut le principal artisan de la restauration de la monarchie espagnole en 1875.

(Bernard Lesfargues).

DE LA RESISTANCE A NOS
JOURS LA LUTTE CONTINUE

Les trente ans qui viennent de s'écrouler depuis la Libération de l'Italie du nazifascisme me rappellent bon nombre de souvenirs se rapportant entre autre à la façon dont les résistants italiens concevaient, à l'époque, la construction de l'Europe. En fait, cette idée de l'Europe aimait vaguement les milieux de la Résistance démocratique, au sein de laquelle peu d'individus s'étaient vraiment déjà posés le problème des voies et des moyens qu'il fallait choisir pour approcher de sa réalisation. A côté d'eux, il y avait tout l'univers «résistentiel» d'inspiration communiste, pour lequel la perspective européenne était encore tabou; sans compter, du côté opposé, les combattants dont l'inspiration était purement patriotique, mais qui formaient à eux seuls une grande partie de l'ensemble (*). Cela devait être dit au préalable pour éviter de donner l'impression, en abordant le sujet de l'Europe dans la Résistance, que tous les «volontaires de la liberté» (telle était en effet leur dénomination officielle) plaçaient cette même idée de l'Europe à la tête de leurs préoccupations et aspirations.

Les maquisards pensaient en premier lieu à chasser l'ennemi (qui était le fasciste italien non moins que le nazi allemand), mais dans la mesure, assez large d'ailleurs, où les partis du Comité de Libération Nationale avaient une influence réelle sur le comportement et les attitudes des formations civiles et militaires qui se plaçaient sous leur autorité, cette influence s'est généralement exercée dans le sens d'une politisation progressive du conflit, dont l'aboutissement naturel devait être la détermination des structures et des programmes que l'Italie, l'Europe et le monde se seraient démocratiquement donnés le lendemain de la victoire. C'est dans ce contexte nuancé que des éléments de certains partis (**) surent donner à la perspective européenne dans la Résistance la priorité qu'elle méritait effectivement, mais dont la plupart de leurs collègues n'avaient pas encore pris suffisamment conscience à l'époque.

Sur le plan des idées, l'un des thèmes de la polémique toujours sous-jacente entre communistes et démocrates dans la Résistance était celui des formes qu'aurait dû prendre l'Europe d'après-guerre: pour les communistes, en effet, l'Europe n'aurait pas dû avoir de particularité propre, mais s'insérer tout naturellement dans l'expérience d'internationalisme prolétarien qu'ils réclamaient à l'échelle mondiale; pour les pointes les plus avancées de l'échiquier démocratique, par contre, la révolution souhaitée prenait automatiquement les contours de l'Europe qui, à ce moment-là comprenaient également, dans leur esprit, une URSS démocratisée.

(*) «La résistance est une lutte patriotique pour la libération de la patrie. Elle est aussi une lutte pour la libération et la dignité de l'homme contre le totalitarisme. Tous les Résistants ne se reconnaissent pas dans cette définition; plus exactement, si tous acceptent la première partie, certains refusent la seconde. Mais si on considère, non les individus qui les ont composés, mais l'ensemble des mouvements de résistance, il est incontestable que patriotisme et antifascisme ont été séparément ou conjugués, les deux moteurs de leur action.»

(Extrait du rapport présenté par Henri Michel au «Congrès international d'histoire de la Résistance» qui a eu lieu à Milan en 1961).

(**) Notamment du Parti d'Action, qui regroupait les démocrates de gauche.

L'unification européenne était donc pour cette dernière tendance un préalable à ce que des conditions de vie démocratique puissent effectivement s'instaurer; mais la démocratie était en même temps ressentie comme la seule méthode permettant et justifiant l'unité de l'Europe. Pour y parvenir, les Résistants devaient d'abord passer par le stade de la libération et de l'indépendance nationales. Dans ce but, ils se mobilisèrent sans répit.

Cette perspective européenne atteignit un maximum de clarté dans la pensée du groupe fédéraliste de Ventotene (*), qui avait déjà rédigé, en 1941, le fameux «Manifesto» de Ernesto Rossi et Altiero Spinelli.

Ce texte est encore actuel aujourd'hui et nous lui devons entre autre un nouveau critère de discrimination entre partis de droite et partis de gauche: non pas d'après leur degré plus ou moins poussé de mesures sociales adoptées ou souhaitées, mais d'après leur capacité de se placer de façon permanente et cohérente dans la nouvelle perspective européenne, au lieu de s'en tenir toujours à la traditionnelle perspective nationale (**).

C'est sur la base de ce patrimoine idéal que le M.F.E. fut fondé à Milan en août 1943, dans la brève période de semi-liberté du gouvernement Badoglio, l'éphémère successeur de Mussolini. La réunion de fondation eut lieu chez un autre pionnier du fédéralisme, Mario Rollier, qui, sous le pseudonyme d'Edgard Monroe, publia peu de temps après son livre sur «Gli Stati Uniti d'Europa» et qui assura la direction (jusqu'à la Libération) du périodique clandestin du M.F.E. «L'unità europea».

Avec Ursula Hirschmann et Guglielmo Usellini, ce dernier futur secrétaire général de l'U.E.F., Mario Rollier s'occupa également de la diffusion des textes de Ventotene dans la péninsule.

Je dois au hasard de la conspiration de m'être trouvé en ce temps-là à côté de ces hommes, qui déterminèrent de façon si définitive ma vocation fédéraliste.

Indépendamment de l'influence exercée par le groupe de Ventotene sur la naissance d'une pensée fédéraliste en Italie, nous retrouvons d'ailleurs d'autres sources de cette même pensée, ce qui nous laisse entendre que ce développement correspondrait effectivement à un besoin intrinsèque de la situation italienne de l'époque.

(*) Petite île de pêcheurs près de Naples, où le fascisme déportait les opposants qu'il n'avait pas pu mettre en prison, ou qui en sortaient.

(**) Cf. Fédéchoses n° 7 «Le Manifeste de Ventotene».

«La ligne de démarcation entre les partis progressistes et les partis réactionnaires ne suit donc plus désormais la ligne formelle du plus ou moins grand degré de socialisme à constituer, mais la ligne essentielle la plus récente qui sépare ceux qui considèrent comme but essentiel de la lutte l'objectif de jadis, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique national, et qui feront, involontairement certes, le jeu des forces réactionnaires, en laissant se solidifier dans le vieux moule, la lave incandescente des passions populaires et réapparaître les anciennes absurdités, et ceux qui considèrent comme tâche principale la création d'un Etat international stable, qui orienteront vers cet objectif les forces populaires et qui, après avoir conquis le pouvoir national, s'en serviront en tout premier lieu comme d'un instrument pour réaliser l'unité internationale.»

(Extrait du «Manifesto de Ventotene» par E. Rossi et A. Spinelli).

Deux citations s'imposent d'abord à ce sujet : le «Progetto di costituzione europea» par Antonino Repaci et Tancredi Galimberti, ce dernier tué par la suite par les fascistes; et l'étude «Stato, nazione e federalismo» par Silvio Trentin (*), œuvre d'autant plus caractéristique qu'on y retrouve certains reflets d'un autre fédéraliste italien de l'époque, Adriano Olivetti, et de son «Il pensiero politico delle comunità», écrit également en exil et contenant en germe le fédéralisme intégral plus connu en France grâce à la tradition des Proudhon, Marc et de Rougemont.

Autre écrivain fédéraliste de l'exil avait été Umberto Campagnolo avec sa «Repubblica federale europea», alors que l'expérience autonomiste valdotaine, conjointement à l'aspiration à une fédération européenne, avait fait l'objet d'un autre écrit original de Chanoux, lui aussi plus tard victime de la persécution nazifasciste.

De l'ensemble de ces écrits, il résulte que le projet d'union fédérale de l'Europe était généralement conçu comme le seul pouvant se soustraire aux dangers de fausses solutions tel le super-Etat égonomique, fruit de la propagande naziste de l'époque, et, à son opposé, la ligue d'Etats souverains, dont, à l'échelle mondiale, la Société des Nations avait déjà constitué, a contrario, un modèle particulièrement éloquent.

Ce qui (sur la base de l'expérience américaine qui nous était parvenue à travers la littérature fédéraliste britannique de la fin des années 30) caractérisait déjà à l'époque la fédération européenne était ceci, qu'elle devait se doter, contrairement aux modèles proposés par les deux autres thèses envisagées, de «pouvoirs limités, mais réels».

On sait que cette formule a été reprise lors des débats entre fédéralistes et unionistes à l'occasion de la création du Conseil de l'Europe et, plus tard, des Communautés. Elle est encore valable aujourd'hui, les termes fondamentaux du problème n'ayant pas changé, même si la terminologie actuelle se réfère plutôt à la coopération intergouvernementale d'un côté, et à l'union politique de l'autre.

Par contre, on dissertait beaucoup trop à l'époque sur les conditions qui auraient rendu possible la construction de l'Europe : en général on s'accordait, entre partisans des diverses tendances, pour reconnaître que le respect de la règle du jeu démocratique constituerait l'essentiel; mais d'autres y ajoutaient encore l'unité de langue, de culture et de mœurs politiques, conditions sur lesquelles on n'insiste plus tellement aujourd'hui.

Quelles étaient au juste, quant à l'Europe, les positions des partis ?

Les déclarations des Résistants catholiques n'étaient généralement pas caractérisées par un degré très élevé de conscience politique européenne, se limitant à faire référence à l'exigence de fraternisation universelle qui ressortait tout naturellement des fondements de la pensée chrétienne dont ils s'inspiraient. Toutefois, un «Programma» avait été rédigé à Milan avec la participation d'anciens dirigeants du parti populaire et l'exigence d'une fédération européenne y était mentionnée.

Egalement floues sonnaient les déclarations socialistes, qui s'efforçaient de concilier la terminologie marxiste traditionnelle avec les nouvelles exigences d'unification européenne qui commençaient à se manifester parmi les éléments du parti intellectuellement plus disponibles et moralement plus inquiets, comme Eugenio Colorni (*)

(*) Réfugié antifasciste à Toulouse, où il avait fondé le mouvement de résistance «Libérer - Fédérer».

Dans les cercles libéraux, une place à part doit revenir à Luigi Einaudi, l'un des esprits les plus lucides de la première moitié du siècle et fédéraliste de toujours qui, déjà du temps de la première guerre mondiale, avait énoncé de façon très claire les caractères essentiels d'une fédération. Ces mêmes positions, il les développera par la suite, enrichies de l'expérience que devait lui apporter le fait d'avoir été élevé entretemps à la magistrature suprême de la République.

Au delà de ces manifestations individuelles, qui doivent être considérées comme assez exceptionnelles, il était toutefois loisible à l'époque de discerner, en matière de construction européenne, la formation de deux tendances opposées, que les événements de l'après-guerre n'auraient fait que confirmer : d'un côté, généralement dans la gauche démocratique, la tendance à reconnaître comme préalable et nécessaire l'union politique du continent, autrement dit la fédération européenne; et de l'autre côté, généralement dans les milieux des hommes d'affaires se référant à l'aile droite de l'éventail politique, la tendance qui consistait à vouloir plutôt se limiter aux seuls problèmes économiques, considérés comme la vraie raison d'être du processus d'unification tout entier.

Mario Albertini
Alberto Majocchi
Guido Montani
Domenico Moro
Dario Velo

monnaie européenne et état fédéral

l'aspect politique de l'unification monétaire • la crise du système monétaire international • une analyse critique du rapport Werner • les balances régionales des paiements aux Etats-Unis • le marché européen des capitaux et les firmes multinationales • les institutions monétaires de la fédération européenne

Fédérop / collection textes fédéralistes

Editions Fédérop
11, rue Ferrachat
69005 - Lyon

(*) Eugenio Colorni avait écrit la préface du «Manifesto» de Ventotène et aidé à sa diffusion sur le continent. Il fut victime d'un attentat dans la rue à Rome.

L'UNITA' EUROPEA

Maggio 1943

Voce del Movimento Federalista Europeo

Anno I°

Alla fine di questa guerra l'unificazione d'Europa rappresenterà un compito possibile ed essenziale. La divisione in stati nazionali dell'Europa è oggi il nemico più grave della impostazione e soluzione umana dei nostri problemi: la minaccia esterna, fantastica o reale, turba tutti i processi ed apre la via a tutte le forme reazionarie, all'assurda marcia verso l'assurdo, verso la guerra, degli ultimi settant'anni.

Uno dei nostri.

IL MOVIMENTO FEDERALISTA

L'ANGOSCIA

Ieri l'altro ho visto piangere un tenente degli alpini, non di nascosto, ma davanti ad un suo professore, all'università. Aveva fatto novecento chilometri a piedi, avanzando, in Russia, e poi settecento all'indietro, scappando, in condizioni atroci - ora, finito, malato per sempre, incapace perfino di studiare, piangeva sulla sua impotenza: domani, covando in cuore un risentimento amaro, sarà preda, se le cose non cambiano, di qualche movimento reazionario, sarà squadrista, per trovare un compenso psicologico al suo complesso di inferiorità. Una vittima del nazionalismo.

Oggi ho visto un industriale, baldanzoso ancora dei milioni « di fresco fatti su » ma un'angoscia, malgrado l'ambagia e il « realismo », gli attanagliava le viscere, l'oscuro senso che coal non si va avanti, che le rovine sono troppo grandi, l'assurdo in cui ci si avvolge troppo mostruoso... « e potrei fabbricare molto, e la stoffa a buon mercato, gli operai potrebbero comprare due abiti all'anno, tutti; ma hanno voluto proteggere e la materia prima che costava novanta centesimi ne han fissato il prezzo a undici lire, ma, fin che c'è la guerra... » poi buio. Nulla. L'Europa muore al regime di una guerra « totale » ogni venti anni. La civiltà occidentale, cioè noi, scompariamo: tutto si disintegra e crolla. Le seconde e le terze internazionali dei vent'anni fra due guerre hanno accumulato insuccessi e rovine e gli sforzi pallidi si sono infranti contro il nazionalismo, contro le baronie medioevali degli interessi egoistici di ogni nazione per sé - e questi si sono paludati di dottrina: totalitarismo, razzismo, gli spazi vitali, il primato... tutto ciò oltre e al di là degli schemi della lotta di classe, sana a petto dell'insania di ciò che l'ha sostituita.

LA SOLUZIONE FEDERALE EUROPEA

Tutto ciò si avverte oscuramente. E non vi è una parola nuova. Tutto, o quasi, quel che si stampa clandestinamente in materia sociale si poteva leggere liberamente prima del 1914. E le parole semi-nuove: dignità della persona umana; consacrazione del senso giuridico, governo di una classe operaia liberata e finalmente coscienza di sé, tutto ciò non osa affermare quel che vogliamo affermare noi, qui ed ora:

che, degli svariati fattori di guerra ve ne è uno, ed uno solo, a cui si possa attribuire la più gran parte della colpa: è il NAZIONALISMO.

che la parola nuova, al di là e al disopra e al didentro di ogni programma sociale è:

FEDERAZIONE EUROPEA;

che la Federazione Europea NON si fa se non scompaiono gli STATI NAZIONALI come li conosciamo oggi che l'Europa, alla fine della guerra, si troverà di fronte all'aut-aut: o SCOMPARSA DEFINITIVA della SOVRANITÀ NAZIONALE ILLIMITATA o preparazione di una nuova guerra a scadenza di quindici anni. Questo dilemma significa per noi e per i nostri figli l'alternativa della vita e del rigoglio delle possibilità di umano sviluppo, o della miseria e della morte.

L'esperienza della Società delle Nazioni potrà essere utile, ma in senso negativo: una Società delle Nazioni in cui ogni nazione conserva la totalità della sua sovranità è un assurdo, e quando Briand, nel 1923 ha detto « À Locarno on a parlé européen » ha mentito, prima di tutto perché finché una nazione è libera di dirigere la sua politica estera a suo libito, senza direttive concertate collettivamente e imposte dalla collettività delle nazioni, cioè senza aver sacrificato la sua sovranità in questo campo, ed è libera di armarsi, non si parla europeo, e poi perché non si parla europeo con degli uomini in male fede come Stresemann o con degli avventurieri come Mussolini.

CONVINTI che in questa dopoguerra il compito essenziale, che non si può differire, è quello di creare una

FEDERAZIONE EUROPEA

qualsivoglia, purchè l'articolo fondamentale della sua costituzione contenga l'affermazione « Lo stato nazionale sovrano è abolito: ogni nazione d'Europa deferisce una parte della sua sovranità ad un organismo collettivo che la esercita in nome di tutte »:

NOI, entro ogni partito che voglia la rivoluzione e la rinascita, entro ogni gruppo di uomini consci della gravità della crisi, attraverso ogni patria, non profanata dal nazionalismo, per l'EUROPA LIBERA E UNITA, combatteremo e istruiremo.

Così soltanto questa *costituzione europea* sarà veramente la *magna charta* della nostra rinascita, come la Costituzione americana dell'87 è la pietra angolare del loro rigoglio.

LA NOSTRA AZIONE

Quindi saremo dei fautori ferventi di una Federazione Europea embrionale, creata, imposta, o proposta dalle nazioni vincitrici a nuclei di paesi europei anche se inizialmente limitati, e ciò con la massima spregiudicatezza. Ci opporremo con

Les développements successifs, jusqu'au tout récent plan Werner, se sont bien chargés de démontrer le caractère illusoire de cette perspective, qui a continué d'inspirer jusqu'à maintenant les politiques officielles de nos gouvernements en matière d'unification européenne.

Naturellement, l'ensemble de ce courant favorable à la réalisation d'une Europe unie ne manquait pas de soulever de fortes critiques et réserves de la part des tenants de l'idéologie marxiste, qui lui reprochaient surtout la carence d'une véritable inspiration sociale ainsi que l'excès de «juridisme» dans la façon de concevoir le développement des rapports entre les citoyens de l'Etat.

Là aussi, les polémiques qui continuent de se produire aujourd'hui ne font que confirmer la substance de ce contraste qui s'était déjà assez clairement fait jour du temps de la Résistance. En fait, c'est seulement depuis peu que quelques lueurs paraissent avoir éclairé le chemin devant conduire un jour, on ne sait combien proche, de Bruxelles à Moscou, sinon directement à Pékin !...

Pour conclure, le lien idéal qui s'est spontanément établi entre les premières ébauches de projets européens et certains milieux de la Résistance me paraît suffisamment prouvé pour que l'on puisse parler, sur le plan historique, d'inspiration «résistante» du fédéralisme, ainsi que de contribution réelle de la pensée fédéraliste à l'évolution des thèmes ayant animé la Résistance.

De même, la présence d'une option fédéraliste européenne au sein de la Résistance italienne trouve des analogies impressionnantes avec les divers cheminements parcourus ailleurs par d'autres mouvements de résistance qui, partant d'autres expériences et se basant sur d'autres textes, sont arrivés aux mêmes conclusions.

Les quelques réunions internationales de résistants européens ayant eu lieu à Genève au printemps et en été 1944 (*) ne suffisent pas à expliquer ces fortes analogies et l'unité substantielle des inspirations qui les avaient déterminées.

(*) Du côté italien avait participé à ces réunions, en plus de Rossi et Spinelli, un autre exilé antifasciste, Egidio Reale, revenu par la suite en Suisse comme ambassadeur.

(**) Altiero Spinelli, «L'Europa non cade del cielo», Il Mulino, Bologna, 1960, page 19.

Se référant à sa libération de Ventotene en août 1943; Altiero Spinelli écrira plus tard dans un livre que tout fédéraliste se devrait de connaître (**):

«Nous primes alors la décision de nous mettre sans délai à la recherche des fédéralistes d'outre-Alpes. Pour développer notre action, il fallait trouver en Europe, parmi les flammes et les ruines de guerre, ne fût-ce qu'une poignée d'hommes décidés à surmonter les vieilles divisions nationales et idéologiques, et à faire de la lutte pour la fédération européenne la tâche centrale de leur action politique. Nous ne les connaissons pas encore, mais il devaient bien exister quelque part, puisque le destin et les problèmes de nos pays étaient devenus partout identiques. Et nous étions convaincus que nous les aurions trouvés.»

L'histoire du fédéralisme européen est, idéalement, la continuation de ces retrouvailles, qui, par-dessus les frontières d'hier et d'aujourd'hui, s'élargit désormais jusqu'à comprendre la nouvelle vague des plus jeunes: eux aussi, combattants d'une même Résistance, qui n'aura de fin que le jour où les causes, et non seulement les conséquences, du fascisme auront été éliminées.

L'Etat national souverain, qui nous a donné Mussolini et Hitler, est toujours là. Faute de mieux, pour nous mettre au pas, il pourrait encore nous donner... des colonels !

Si la Résistance des années 40 nous a appris quelque chose que nous puissions léguer sans rougir aux jeunes qui sont aujourd'hui avec nous, c'est que le fascisme a été, paradoxalement, un phénomène européen et même virtuellement, mondial. C'est par conséquent à ce niveau là que les remèdes doivent être cherchés et trouvés.

La Résistance a gagné sur le plan militaire, car l'ennemi a été battu. Elle n'a pas encore gagné sur le terrain politique, car l'une de ses principales motivations idéales, le grand dessein d'une Europe unie et démocratiquement gouvernée, n'a pas encore trouvé de correspondance dans les faits.

Luciano Bolis

UNE DECLARATION COMMUNE DES FEDERALISTES ET DES SOCIALISTES

Le Bureau régional de l'Union Européenne des Fédéralistes (26, rue Sala, Lyon), et le Secrétariat de la Fédération du Rhône du Parti Socialiste ont adopté la déclaration suivante :

Face au pouvoir économique des firmes multinationales, à l'ingérence permanente de l'impérialisme, s'impose la création d'un pouvoir politique à l'échelle de notre continent, structure de riposte au service des travailleurs.

Ils constatent donc avec satisfaction que les gouvernements de la Communauté ont enfin engagé la procédure devant aboutir à l'élection directe du Parlement Européen d'ici 1978. Par ailleurs, le Parlement Européen a déjà approuvé le 14 janvier 1975, un projet de convention pour cette élection.

L'U.E.F. et le P.S., convaincus de la nécessité d'agir pour la participation directe des citoyens à la construction d'une Europe démocratique, estiment que l'élection européenne et le développement ultérieur de la construction européenne sur cette base populaire peuvent seuls créer la condition préalable d'une action indépendante de l'Europe dans les relations internationales.

L'U.E.F. et le P.S. jugent donc nécessaire d'agir sur les gouvernements nationaux et sur le Conseil des ministres de la Communauté, pour obtenir que ce dernier statue, sans délais, sur le projet de convention afin de respecter l'échéance de 1978 et, si possible, d'avancer cette date.

Pour poursuivre ces objectifs, la participation active de toutes les forces démocratiques de chaque pays est nécessaire. En conséquence, l'U.E.F. et le P.S. exigent, de la manière la plus catégorique, que la délégation française au parlement européen soit élue à la représentation proportionnelle.

L'EUROPE DES PETITS PAS

L'Europe, ou tout au moins celle de la mise en route timorée de l'intégration économique, à vingt-cinq ans. Le pari que l'unification ponctuelle et progressive des économies transformerait les esprits et conduirait tôt ou tard à l'unité politique n'est pas perdu, mais il est tard. L'édifice communautaire et la politique n'ont pas suivi. Les retards accumulés peuvent aboutir à laisser passer une occasion historique. Il est de plus en plus clair que pour des raisons internes et externes l'intégration économique n'est pas possible sans une intégration monétaire et que celle-ci ne l'est pas davantage sans son préalable politique.

1. Les retards du processus d'intégration économique et monétaire

1.1 Pour des raisons endogènes

Au Sommet de La Haye en décembre 1969, Georges Pompidou avait formulé ainsi le processus d'intégration européenne pour la décennie : «élargissement, approfondissement, achèvement». La Communauté devait simultanément et successivement accueillir de nouveaux membres, réaliser tous les éléments inscrits dans le Traité de Rome et s'ouvrir plus largement aux Etats tiers et groupements d'Etats par des accords de progrès devant déboucher sur une union économique et monétaire. Comme première étape le Plan Barre proposait alors de limiter à 1 % le taux de fluctuation des changes des monnaies européennes et invitait les gouvernements à ne pas prendre de mesures de dévaluation ou réévaluation sans consultation préalable de leurs partenaires.

C'était une invitation irréaliste, annulant le bénéfice de la surprise. Quant à l'intégration européenne à 9 au lieu de 6, avec les mêmes habitudes confédérales, elle devait être, nous disait-on, plus dynamique.

Ainsi se poursuivait le principe de l'«Europe des petits pas», de la coopération des Patries; Elle a fait long feu. Si Robert Schuman et Jean Monnet voulaient changer l'esprit, (et ils y ont contribué) ils ont surtout mis en route une méthode pragmatique. La poursuite est une erreur. Il faut un changement radical, c'est-à-dire un saut qualitatif qui installe, au niveau européen, un exécutif fort et un contrôle démocratique rigoureux. Même les sphères politiques françaises semblent y venir, et c'est tout dire de l'urgence de telles mesures.

L'Europe en formation a été absente des grandes manœuvres qui ont suivies. Tout au plus la quasi-totalité de la Communauté a-t-elle participé à la création de la Commission Internationale de l'Energie à l'issue de la Conférence de Washington et les neuf ont-ils tenté un dialogue euro-arabe qui achoppa sur des questions de procédure — admission ou non-admission d'une délégation palestinienne. D'autres grands thèmes ont été développés, à Bucarest sur la population, à Rome sur la faim dans le monde, à Caracas sur l'exploitation des ressources de la mer, à Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, à Washington, Moscou et Vladivostok sur la limitation des armements stratégiques, à Genève et Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, à Alger sur l'énergie... un peu partout sur la réforme du système monétaire international. Jamais, sinon par exception, et suivant un mandat limité, l'Europe, sur ces sujets qui intéressent immanquablement l'économie et la monnaie

européenne, la vie des citoyens européens, ne parle, ne négocie d'une seule voix. Elle se disloque sur des divergences nationales, se dissout dans le cadre de l'OTAN ou des pays occidentaux, se rétrécit dans le club des 10 pays les plus riches du monde, se confond dans l'élite des pays industrialisés... ou est absente.

Il existe une économie européenne, sauvage et sans responsables, car il n'y a pas de contenu sans contenant.

1.2 Pour des raisons exogènes

Cette Europe du coup par coup d'un aimable club de notables respectables ne pouvait s'imaginer, que dans un système européen à l'abri des désordres extérieurs et viable malgré la sauvegarde jalouse des souverainetés nationales en matière de monnaie et d'économie.

Mais les dévaluations du dollar, celles de monnaies européennes, la réévaluation du mark... ont bouleversé les acquis économiques de plus de 10 an-



nées de marché commun. La tourmente n'était pas encore achevée que vint s'ajouter à la crise monétaire internationale celle de l'énergie et des matières premières.

Les difficultés ont été affrontées suivant diverses politiques nationales pro-arabes, ou méditerranéennes, ou américaines, ou tournées vers l'Est, ou isolationnistes...

Le fléau actuel du chômage et l'inflation, compliqué d'une récession ou d'une stagnation, est traité suivant autant de plans de développement économique et social, de budgets, d'interventions, qu'il y a d'Etats dans l'Europe des Neuf. Les institutions européennes interviennent ensuite pour réajuster les politiques économiques. L'espace économique européen réalisé à coup de compromis dans une période exceptionnelle de croissance n'est pas stable. Il est remis en cause par la situation présente. Chaque Etat cherche à résoudre suivant des procédés protectionnistes, malthusiens, à courte vue des problèmes concernant une économie intégrée et largement ouverte aux échanges internationaux. Seules dans ce concert les sociétés multinationales ont la dimension européenne ou mondiale. Les populations, syndicats, partis ne l'ont pas. Ainsi une grève en France dans une unité de production d'une de ces firmes, faute de solidarité dans les autres unités, est vouée à l'échec.

Cette dimension européenne, les Etats ne l'ont pas non plus. Ainsi la subvention nationale pour renflouer, par exemple, une industrie automobile ne résoud elle en rien les difficultés de ce secteur industriel dans la communauté, la question de sa spécialisation et de son adaptation aux nouvelles conditions de la production économique.

Bertrand SAINT-GAL

2. Les conditions politiques du redémarrage

2.1 L'abandon ou le saut qualitatif

L'alternative aujourd'hui est simple. Ou dissoudre la C.E.E. dans un lâche système de libre-échange atlantique avec une réforme du système monétaire international basée sur l'élargissement de l'utilisation des Droits de Tirage Spéciaux (D.T.S.) et sur la concurrence de plusieurs monnaies de référence : pétrodollars, dollars, unité de compte européenne. Il ne sera plus question alors d'intégration économique et monétaire européenne mais d'un système libéral du monde occidental.

Nous laisserons de côté cette option qui ne nous intéresse pas.

L'autre solution revient à créer les instruments permettant de protéger l'acquis contre les difficultés du moment, d'approfondir l'intégration économique en réalisant enfin l'union monétaire. Les banques centrales perdraient leur exclusivité au profit d'une banque fédérale. Vieux projet. S'il n'a toujours pas été réalisé c'est faute d'une volonté commune.

Il faut éliminer ici l'incurie du projet confédéral. Celui-ci n'est autre qu'un accord entre des Etats gardant leurs prérogatives et se contentant de déléguer des compétences à une organisation commune, quitte à s'en retirer ou s'en désolidariser pour cause de raison d'Etat. C'est à peu près ce qui existe et assurément ce qui nous laisse dans l'impasse actuelle.

2.2 Pour la Constituante Européenne

Il manque à l'Europe une «tête», une autorité démocratique qui soit investie de compétences aujourd'hui qualifiées de «nationales» dans les différents pays.

Il existe par contre une inertie de la classe politique. Les structures nationales et la lutte pour le pouvoir bouchent l'horizon de son imagination européenne. Il faut donc superposer aux luttes électorales nationales une structure d'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Le «sommet de Paris» des chefs d'Etat et de gouvernement, puis le Parlement lui-même sont tombés d'accord pour une telle élection. Faudra-t-il attendre la fin de la décennie pour voir s'établir un pouvoir européen, seul capable de traiter des questions économiques et monétaires de la Communauté?

Pas d'économie sans monnaie, pas de monnaie sans politique. Il serait temps de se souvenir de l'échec de la Communauté Européenne de Défense: pas d'indépendance sans défense commune, pas de défense sans politique et sans institutions.

Pensons politique et parlons institutions.

C'est dans les difficultés et devant le danger que se saisissent les chances de l'histoire et se forment les unités.



Illustrations tirées de la presse fédéraliste allemande: «Forum E» et «Europa Union».

NOTES SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE CHINOISE

Pragmatisme dans la forme et stable dans les objectifs

Il est une erreur foncière à ne pas commettre lorsque l'on parle de la politique extérieure de la République Populaire de Chine : en parler en termes classiques.

«La Chine serait prête à régler tel ou tel litige, à se rapprocher de Moscou, puis de Washington, même de l'ennemi d'hier, Tokio, ...»

Une conception classique amènerait en fait à prendre la politique extérieure chinoise pour un «rodéo diplomatique».

Les concepts politiques chinois ne sont pas ceux du monde occidental, et c'est par une constante référence à deux postulats de la révolution que nous pouvons essayer d'éclaircir la politique étrangère de Pékin.

— Le Marxisme mène à la révolution mondiale, la coexistence pacifique à la russe est exclue;

— La dialectique marxiste s'accommode parfaitement de ce qui en politique «traditionnelle» serait contradictoire. **La réalité d'un jour est le fantôme du lendemain.**

La Chine poursuit deux objectifs très généraux que nous pouvons qualifier comme suit :

— d'abord la réussite interne : le modèle chinois;

— la réussite externe ensuite : la révolution mondiale.

Cette politique est entièrement consacrée à la cause révolutionnaire. Elle vise à atteindre les objectifs que nous venons de rappeler, se veut efficace et ne rejette pas le pragmatisme, c'est-à-dire qu'elle épouse la conjoncture du moment sans dévier d'un pouce de la ligne stratégique définie à long terme. C'est ce qu'a exprimé Mao lorsqu'il a écrit : «Mépriser l'adversaire stratégiquement et le respecter tactiquement».

1. La réussite du modèle chinois

La Chine doit définir une politique très pragmatique lui permettant d'exploiter toute les situations pour atteindre ses fins. Cette diplomatie peut paraître incohérente, pleine de reculades et de détours mais il n'en est rien. Un seul objectif prime les autres : la réussite du modèle chinois, c'est-à-dire le refus de l'encerclement et les campagnes de propagande fondées sur des exemples négatifs externes destinés à promouvoir un ordre interne. Telle fut l'essence de la diplomatie révolutionnaire marxiste-léniniste mise en œuvre par l'Union Soviétique entre 1917 et 1953 et par la Chine depuis 1949.

La stratégie chinoise depuis la fin de la révolution culturelle est caractéristique de cette méthode. Il nous faut donc analyser les relations de la Chine avec les deux super-puissances, sans les dissocier car elles sont les deux volets de cette diplomatie révolutionnaire dont nous venons de parler : idylle avec l'une, froid avec l'autre et vice versa. L'objectif de ces retournements est la clef de voûte de tout le système diplomatique chinois : briser le gouvernement russo-américain du monde et par là l'encerclement terrestre dont les gouvernants ont la hantise. Et qui se replace dans l'optique du gouvernement de Pékin voit bien que celle-ci n'est pas vaine :

- implantation de l'U.R.S.S. en Asie,
 - coopération indo-soviétique,
 - position et présence américaine en Asie du sud-est,
 - puissance et influence croissante du Japon dont l'occupation est encore gravée dans la mémoire des dirigeants de Pékin,
 - conférence sur la sécurité collective européenne destinée à laisser les mains libres aux soviétiques face à la république populaire,
 - ... et pour coiffer le tout, collusion russo-américaine.
- Voilà qui explique le vieil adage «diviser pour régner» sur lequel est basé toute la politique diplomatique chinoise que nous allons tenter d'illustrer.

1.1. Les relations avec Moscou

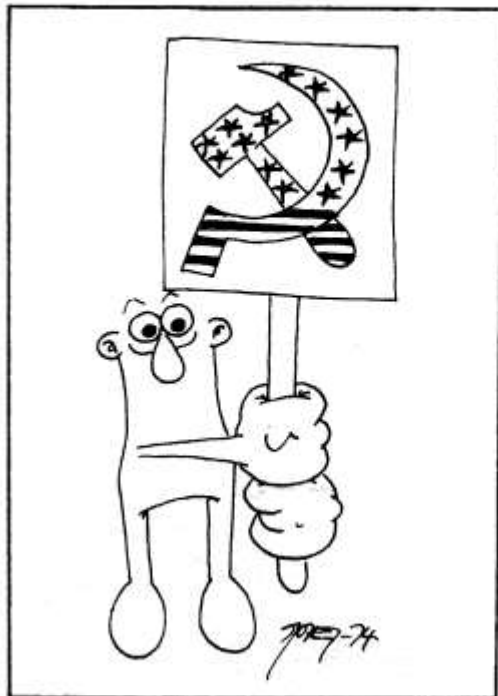
Depuis 1969 elles sont passées par plusieurs phases. En effet après l'accord Chou en Lai — Kossyguine de septembre 69, l'on a pu croire en un certain réchauffement qui se concrétise par l'échange d'ambassadeurs et l'ouverture de négociations commerciales en novembre 70. Mais dès l'automne 71, le réchauffement fait à nouveau place au gèle. La chute de Lin Biao et en juillet de la même année le séjour de H. Kissinger à Pékin préparant la visite de R. Nixon pour l'hiver suivant, confirment ce nouveau changement.

Un rapprochement avec Moscou ne pouvait de toute façon qu'être modeste étant donné l'interaction entre ce conflit et la politique intérieure chinoise. Mao se sert du système «soviétique» comme d'un repoussoir idéologique et d'un exemple négatif auquel il oppose sa propre conception du socialisme. A la lumière de cette analyse il est aisément compréhensible que les échanges de notes



Illustration de Pi Yong tirée de «Le Combat des Sicha» de Tchang Yong Mei - Editions en langues étrangères - Pékin 1975.

entre Pékin et Moscou début novembre 1974 ne furent qu'un épisode supplémentaire de la guerre de propagande à laquelle se livrent depuis des années les deux Etats-guide du monde socialiste. Pékin qui jouait sur deux tableaux va finalement accorder la priorité au second : Le rapprochement avec les USA.



1.2. Les relations avec Washington

Avec les Etats-Unis, les relations n'ont cessé de s'intensifier depuis le communiqué de Shanghai en février 1972. Si les U.S.A. et la Chine Populaire n'entretiennent toujours pas de relations diplomatiques ils ont néanmoins échangé des chefs de mission qui, pratiquement, jouent le rôle d'ambassadeurs. A la fin de 1974, le commerce entre les U.S.A. et la Chine a dépassé le milliard de dollars, faisant des Etats-Unis le deuxième partenaire commercial de Pékin après le Japon. Outre le désir de gêner toute entente russo-américaine et donc de mettre à bas un éventuel système d'encerclement, le rapprochement avec les Etats-Unis a donc des fins très matérielles. Il s'agit de faciliter le décollage économique, tout en maintenant l'indépendance nationale. En effet, depuis 1961 et le départ impromptu des techniciens soviétique, les dirigeants ont la hantise de la dépendance économique, même s'ils ont compris qu'existe un fossé entre **interdépendance** et **autarcie**. Un rapprochement total avec l'U.R.S.S. ou les Etats-Unis serait peu crédible car pour jouer un rôle dans le système mondial des Etats la Chine doit se distinguer tant de Moscou que de Washington. Toute tentative de rapprochement doit être ramenée à des proportions modestes et il faut admettre que l'on est passé de la phase bipolaire russo-américaine à une phase ou un nouveau pôle, Pékin, fait sentir son influence dans la politique internationale.

2. La révolution mondiale

Mais le marxisme-léninisme est «mondialiste». Promouvoir le marxisme dans un pays n'est qu'une étape d'un long processus qui doit aboutir à la révolution mondiale. Telle est la conception chinoise qui se manifeste d'une part par le refus de la conception russe de la coexistence pacifique et d'autre part par l'entrée en force de la Chine dans le tiers-monde.

2.1. La Chine et la coexistence pacifique

Les Chinois sont les promoteurs de la coexistence pacifique dont ils ont défini les principes juridiques lorsqu'ils ont conclu avec l'Inde en 1954 le traité dit de «Panck Shila». Cependant ils se refusent à voir en elle le principe de base régissant les rapports entre pays communistes et occidentaux. Pékin accuse par exemple Moscou de collusion avec l'impérialisme et d'opportunisme lorsque les dirigeants «soviétiques» croient aux chances de la révolution pacifique dans les Etats capitalistes. En fait il y a là encore une divergence fondamentale. Pour les Chinois il faut en effet poursuivre la lutte tactiquement avec prudence, stratégiquement avec audace. Pour les russes une opposition incessante et accrue est dangereuse. Il y a contradiction entre la nécessité d'étendre la lutte des classes et la paix mondiale.

Voici, résumés, les fondements de l'internationalisme «chinois», qui vont trouver leur illustration dans la politique menée vis-à-vis du tiers monde.

2.2 L'encerclement des villes par les campagnes

Lin Piao analysait en 65 la stratégie mondiale de la Chine en se référant à la guerre sino-japonaise de 37-45 où les communistes chinois s'étaient appuyés sur leurs bases rurales pour encercler les villes tenues par les japonais. C'est cette stratégie victorieuse de 1945 qui est aujourd'hui encore appliquée. La Révolution mondiale doit s'appuyer sur ces nouvelles campagnes que constituent le tiers monde afin d'encercler et finalement d'investir ces nouvelles villes que sont les pays impérialistes. L'encerclement des villes par la campagne est l'élément majeur de la politique internationale de la Chine.

Le dixième Congrès du P.C. Chinois, réuni entre les 24 et 28 août 1973 a du reste accordé les faveurs de la politique étrangère au tiers monde. De même lors de la session extraordinaire de l'O.N.U. sur les matières premières en avril 1974, la Chine rappela son appartenance au tiers monde. C'est dans cette optique que les chinois soutiennent fondamentalement les guerres de libération nationale et font en sorte que les leaders «maoïstes» l'emportent dans les mouvements de libération. Les efforts de subversion de la diplomatie se concrétisent par la formation et l'équipement des insurgés. La Chine est présente notamment en Afrique (Guinée, Mali, Congo, Ghana et Tanzanie) mais aussi au Proche-Orient et en Asie du sud-est où elle s'est longtemps efforcée de faire comprendre que la lutte armée pouvait seule assurer la victoire contre l'emprise politico-militaire de l'étranger.

3. Conclusion : éclectisme ou hétérodoxie

La diplomatie révolutionnaire mise en œuvre par Pékin se caractérise donc par une divergence apparente entre la tactique et la stratégie. Les occidentaux, enfouis dans leur vocabulaire et leurs concepts traditionnels la qualifieront d'éclectique. Mais qui dit **éclectique** dit **contradiction**. Or si la politique extérieure chinoise comporte des contradictions ce sont des **contradictions révolutionnaires**, c'est-à-dire des **contradictions d'apparence** et non pas des **contradictions d'essence**. L'essence de cette politique extérieure est claire et sans contradiction : promouvoir le système chinois jusqu'à la révolution mondiale, tout le reste n'est que concessions tactiques. Chou en Lai n'a-t-il pas affirmé le 11 septembre 1973 : «La tendance à la guerre demeure et la détente n'est qu'un phénomène superficiel; il nous faut donc faire tous les préparatifs pour résister à une guerre d'agression». Il faut donc être aveuglé par le traditionalisme des relations internationales pour caractériser la politique internationale de la Chine d'**éclectisme**. Elle est **hétérodoxe**, c'est-à-dire en contradiction apparente mais en accord dans l'essence.

Dominique Thévenon

LE LIBAN N'EST PAS UN PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Féodalisme confessionnel ou fédéralisme ?

Le Libanais est un optimiste à toute épreuve. C'est un anarchiste en herbe, par son individualisme, sa fierté, sa ferveur méditerranéenne et religieuse, arabe et orientale. Mais il est attaché à sa communauté comme à une tribu. Le lien partriarcial et féodal se dissimule seulement à Beyrouth sous le clinquant de l'occident.

L'arme est le symbole de la liberté, un peu comme pour les cow-boys. Les Libanais ont la détente facile par jeu, pour la fête ou le deuil. Un coup de feu remplace le pétard ou le feu d'artifice.

Livraisons d'armes officielles et trafic clandestin, transitent par le Liban, expliquant qu'elles soient à profusion.

«Le Liban est fait de minorités confessionnelles associées» (Michel Souha - le Vedel local), en tout 14 communautés religieuses officielles. Dans cette mosaïque, deux pôles, le musulman et le chrétien. Aucune des deux moitiés ne peut s'imposer à l'autre parce qu'elle est trop disparate. L'équilibre politique basé sur le Pacte de 1943 entre ces deux communautés se retrouve dans la constitution, dans l'administration...; dans toute la vie politique et sociale, l'on retrouve ce besoin permanent de parité.

Ainsi le Liban tient-il par une double renonciation : celle des chrétiens à une union avec l'occident, celle des musulmans à une union avec l'orient.

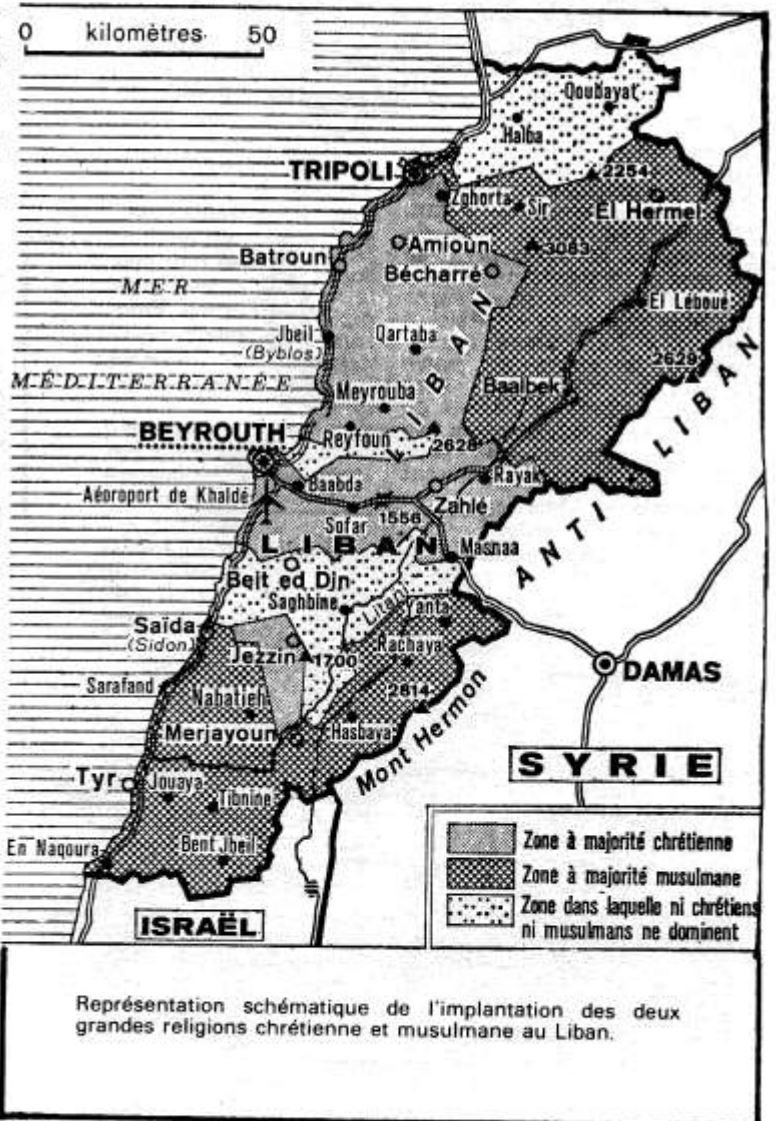
Mais tant que durera la crise du Proche-Orient, la moitié musulmane regardera vers l'orient, le Monde Arabe et son élément révolutionnaire palestinien (350.000 réfugiés), la Syrie.

En réaction, la moitié chrétienne sera tentée par une sécession ou une guerre civile pour rétablir l'ordre «phalangiste» sur tout ou partie du Liban. La partition de Chypre en deux régions ethniques pourrait trouver des adeptes. Et l'exemple d'Israël, Etat théocratique, pourrait faire école. Ce sont deux tentations et deux exemples très forts pour les forces centrifuges, extrémistes islamiques de gauche, chrétiennes de droite.

La révolution palestinienne est un élément moteur de cette tendance à la désintégration. Le Liban n'est plus ce paradis qui ignorait la pauvreté. Les masses de population provenant de l'exode rural, les réfugiés palestiniens, syriens, égyptiens constituaient la main-d'œuvre idéale pour un décollage économique. L'industrialisation ne s'est pas faite. La misère s'est installée dans certaines zones et reste donc un prolétariat prêt à suivre la dynamique palestinienne.

Si demain les palestiniens renforcent au Sud-Liban leur autorité, si les syriens, arabes et musulmans en grande majorité, étaient tentés de réaliser leur rêve d'un retour à la Grande Syrie (Liban plus Syrie), si des affrontements avaient lieu entre les quelques milliers de juifs de Beyrouth et d'autres éléments libanais, que ferait Israël ?

La tradition historique du Liban est trop forte pour que l'on désespère de transformer un jour son féodalisme confessionnel en fédéralisme; la cantonalisation étant impossible ou déraisonnable, il resterait une solution consistant à établir un système bicaméral avec une chambre du peuple et une chambre des communautés.



DE PAPA D'OC A CACA D'OC

Il est toujours gênant de parler d'un livre détestable. Surtout quand on a l'impression qu'une critique agressive risque d'amener quelques lecteurs à se méfier et les pousser à acheter le livre cloué au pilori. Or c'est là précisément ce qu'on voudrait éviter : que le livre ait des lecteurs et que son éditeur prospère. Tout compte fait, il vaudrait mieux conclure par une phrase anar du genre : ne l'achetez pas, volez-le. Mais ce serait encore le seul libraire qui serait refait !

Je m'étais livré à la recension de l'ouvrage en question à la veille des vacances, puis je m'étais dit qu'il valait mieux n'en pas parler. Que ce qui est nauséabond reste dans l'oubli des fosses d'aisances. Mais voilà : **Le Monde** s'y est intéressé, par la plume de M. Viansson-Ponté — il a du nez le gaillard ! — qui y a trouvé une magnifique occasion de récidiver dans ses attaques contre les Occitans. Qu'on se reporte au **Monde** des 24/25 août, «Les enfants de papa d'oc». Et il est intéressant aussi de lire les réponses publiées les 7/8, 14/15 et 21/22 septembre.

Laissant de côté l'accessoire, intéressons-nous donc, puisqu'il le faut, à M. Louis Bayle et à son factum. Il s'intitule **Procès de l'occitanisme** et a été publié en 1975 par les éditions de l'Astrado, à Toulon.

M. Louis Bayle a écrit, en provençal et en français, des textes estimables : poèmes et proses. Il est aussi un critique à la patte lourde, qui pourrait faire penser à l'ours de la fable. Et il convient de se rappeler que sa maladresse (sa méchanceté?) lui a attiré quelques déboires, et par exemple que ce défenseur et croisé du Félibrige en a été chassé le 29 mai 1939. Il y a été réintégré depuis. Pour ma part, il peut bien y rester.

Pour nous faire une idée de ce qu'est ce **Procès de l'occitanisme**, contentons-nous de le citer, et de le citer abondamment — mais sans tripatouiller les citations pour leur faire dire le contraire de ce qu'elles disent, art dans lequel M. Bayle est vraiment passé maître — et M. Viansson-Ponté, sans l'ombre d'une hésitation, lui a emboîté le pas.

Dès la deuxième page, le ton est donné : «*En vérité, l'occitanisme est le fait d'un petit nombre d'intellectuels pour qui la défense de la culture d'oc, qui pouvait être leur souci à l'origine, n'est plus désormais qu'un prétexte, le but recherché, et avoué, étant la destruction du système capitaliste international.*»

Comme les vilains communistes, anarchistes, maïotes, gauchistes, et même certains socialistes¹... et encore certains fédéralistes² ! Mais, au fait, doit-on entendre, a contrario, que M. Bayle se pose, lui, en vigilant gardien du système capitaliste international, et qu'il se range délibérément parmi les impérialistes de tout poil, les facistes de tout acabit, dans la même troupe poisseuse de sang et CIament rétribuée que Franco, Pinochet, Marcos, le Chah d'Iran, les fantoches asiatiques et les présidents de république banane, les tueurs de l'AAA et tout ce que le monde voit naître de bourreaux, brutes et salopards ?

Oh ! C'est tout de même faire trop d'honneur à ce pauvre M. Bayle. Sans doute aucun, il n'est qu'un infiniment petit rouage dans la grosse machine du système capitaliste international. Mais après tout, dans cet engagement qui est le sien, il est volontaire, et nul ne l'a, que je sache, requis pour s'engager dans cette armée et se faire indic et flic : «*Une question accessoire se pose : celle de l'origine des moyens financiers dont disposent, non pas toutes, mais certaines de ces publications dont le nombre des lecteurs reste très limité et que ne soutient aucune publicité commerciale.*» (p. 92)

Et pas seulement flic, raciste aussi : nul ne s'en étonnera ; nous savons, par bien des exemples, et en témoignent de récents procès, que l'un va rarement sans l'autre. Aussi, chaque fois que dans le corps de l'ouvrage se présente le nom de Pierre Maclouf, aujourd'hui l'un des dirigeants de VVAP, il est finement orthographié Maclouf. Délicat, n'est-ce pas ? Et lisons, page 34 : «*Nous sommes déjà envahis par ceux que les Grecs appelaient des «métèques» (l'emploi le mot sans intention péjorative), des «étrangers à la maison»... Or, non seulement la décentralisation, et la régionalisation qui l'accompagne ne mettent pas de barrières à l'immigration, mais elles ouvrent en grand celles qui pouvaient exister. Nous avons lieu de nous en plaindre. Nous nous en plaignons. Il ne s'agit pas de notre part de xénophobie imbécile, mais d'un juste réflexe de défense.*»

C'est donc entendu, M. Louis Bayle n'est pas un «xénophobe imbécile», mais... il n'est pas raciste, mais... Qu'on lise encore la note régnante des pages 106 et 107, où il s'en prend aux noms qui ne sont pas de consonance occitane (celui de Mans de Breish figure étrangement dans le lot) et dénonce, comme ça, en passant, mine de rien,

Trouvé dans la revue autonomiste alsacienne :

ELSA !!!!!!!!!!!!! ...

LE DESTIN DE L'ALSACE NE SE TROUVE PAS AU LARZAC

Car - et c'est un point capital qu'on ne soulignera jamais assez - l'Alsace est la seule minorité nationale de l'hexagone. Lier la renaissance de l'Alsace aux chimériques micronationalismes plus ou moins gauchistes de certaines régions de l'Etat français, régions dont l'histoire se confond depuis des siècles avec celle de la France, serait une erreur. Une erreur pour l'Alsace, bien sûr. Une erreur pour l'Europe aussi.

Il n'est pas de l'intérêt de l'Europe que la France, une fois résolu le problème de sa seule minorité nationale, soit affaiblie par des courants contestataires dont la fin profonde est la mise en question des valeurs ancestrales des Indo-européens et des lois mêmes de la vie. On peut préférer les paras français ou les soldats de la Confédération helvétique, c'est-à-dire la santé, la grande santé dont parlait Nietzsche, aux gratteurs de guitare crasseux et chevelus qui prônent la libération sexuelle (entendons l'homosexualité érigée en religion officielle) et chantent tous les Etats sous-capables de l'univers auxquels ils assimilent abusivement de vieilles terres d'Occident.

Déjà en leur temps - puisqu'il s'agit notamment, dans ce folklore d'underground, de l'Occitanie -, on pouvait préférer Charles Martel à l'armée d'Arabes et d'Occitans plus ou moins arabisés dont il arrêta, à Poitiers, la marche vers les terres du Nord. Ou Simon de Montfort et ses barons germaniques, francs ou allemands, à ce foyer sémito-oriental qu'était le catharisme. Il est d'ailleurs curieux de constater que les Occitans, responsables au premier chef de l'ultracentralisme français et du jacobinisme scolaire sous la IIIème et la IVème Républiques, se découvrent soudain, sous la Vème République, une vocation de « décolonisateurs ».

L'Occident doit être fondé en légitimité. Dès lors que la légitimité alsacienne sera respectée, il sera du devoir de l'Alsace, qui est au coeur de l'Occident, de se désolidariser nettement des ennemis intérieurs de notre monde, gauchistes et autres décadents.

Lors du dernier rassemblement du Larzac, la « cérémonie » commença par un chant d'immigré nord-africain qui, sur une mélodie arabe, proclamait : « Allah, Allah, Allah, gardarem le Larzac ». Français ou Alsaciens, nous préférons les dieux blancs des cathédrales de Reims et de Strassburg im Elsass aux dieux africoides. D'ailleurs, faut-il rappeler qu'une communauté qui se respecte a le devoir de se défendre et que, dans cette perspective, il est normal d'admettre le sacrifice individuel de quelques paysans de l'Occident : car ces terrains servent non seulement à l'armée française, mais à d'autres armées occidentales, en attendant de servir un jour à l'armée européenne que nous souhaitons.

un «auteur (roumain vivant à Paris grâce à l'hospitalité française)» qui a la prétention et le malheur de s'intéresser à la poésie occitane. Ces Roumains, tout de même, ils feraient mieux de s'occuper de ce qui se passe dans leur pays. Moi, je te foutrais ça dans le premier avion en partance pour Bucarest...

Mais voilà que je viens d'employer un bien vilain mot. Foutre, c'est pas M'sieur Bayle qui l'écrirait ! Parce qu'on peut être flic, indic et raciste, ça n'empêche pas d'être bien élevé. Pudibond même ! Aussi n'aime-t-il pas «*La presse occitane, où ce qui est excrémental est assez prisé.*» La note p. 72 donne même plusieurs citations de soi-disant écrivains ayant osé utiliser, en occitan, le mot **merde**. Mais le plus savoureux n'est-il pas que l'une de ces citations soit : «*Ce mauvais livre est pour nous une merde*», mais que M. Bayle oublie de préciser que c'est justement à un de ses livres à lui (son **Histoire abrégée de la littérature provençale moderne**) que cette qualification s'applique. Et devra-t-on lui rappeler ce que le majoral Miremont écrivait à son sujet, et toujours à propos du même livre : «*Vesem l'escribolhaire, quitant lo sens e la mesura, s'aclarar tot de morre a modilhar la besonha de las vespasianas.*» (Per l'onor del Consistori, 30 d'abrial de 1972). Tripoteur de merde, c'est ainsi qu'un majoral du Félibrige a qualifié M. Louis Bayle. Je n'aurais pas pour ma part osé aller jusque là.

En tout cas, M. Bayle, ne se prend pas, comme on dit, pour... (Mettez ce que vous voulez à la place des points de suspension). Citant de **Jaune bleu blanc** une partie de l'alinéa bien connu où Valéry Larbaud «*imagine l'Occitanie retrouvant son autonomie*» au sein des Etats-Unis d'Europe, il se permet, péremptoire, outreucidant, d'affirmer que «*Valéry Larbaud eût mieux fait de se taire.*» Sage conseil qu'il eût dû s'appliquer à lui-même. Donner à ce grand écrivain — un de mes plus chers compagnons

de route, en dépit de ma haine viscérale pour la langue de Racine ! — cette leçon post mortem, allons, allons ! Mais, qui sait, M. Bayle s'amusait peut-être. Serait-il un farceur ? Pourquoi pas. Un galéjeur ? N'en doutez pas. Lisez : «*La production littéraire (occitane) est relativement peu considérable, car, dans sa prétention de recouvrir la totalité des provinces d'oc dont elle se dit l'expression, elle reste, toutes proportions gardées, dix fois moins importante que la production strictement provençale par exemple.*» (pages 93/94)

Dix fois moins. Il y a comme une retenue dans ce dix. M. Bayle pouvait écrire cent, il ne l'a pas fait, et ce n'est pas M. Viansson-Ponté qui l'eût démenti. Sachons-lui gré de n'avoir pas poussé la galéjade, mais demandons-nous si ce **Procès de l'occitanisme**, de bout en bout, n'en est pas une. Ce serait assez dans le «*génie*» de M. Louis Bayle que de déguiser en ouvrage sérieux et documenté ses variations et élucubrations sur le thème occitan, ses états d'âme, fièvres, transes et emportements provoqués par la résurgence de l'Occitanie et la tournure résolument révolutionnaire de ce mouvement.

Ces fièvres et ces transes, ça se soigne, M. Bayle. Mais l'absorption de pilules euphorisantes eut été moins coûteuse et plus efficace que la laborieuse fabrication d'un aussi triste bouquin.

Bernard Lesfargues

1. Il y en a, je m'en porte garant, j'en ai même rencontré quelques uns.
2. Se reporter à la note précédente.

Courrier

Dreux, le 4 septembre 1975

Cher Fédéchoses,

En rentrant de vacances j'ai trouvé dans la boîte aux lettres les deux numéros de Fédéchoses, tous les deux excellents ! Le numéro spécial d'été valait l'idée de la souscription. Tu trouveras ci-joint le mandat de participation adéquat — en regrettant de ne pouvoir faire mieux.

Le numéro spécial m'a laissé sur ma faim. Le sujet mérite sans doute une analyse plus poussée et les solutions proposées me laissent sceptique. Je me demande si la crise de l'armée reflète une crise de société ou de civilisation ?... à étudier, non ?

Jean-Louis H. (Dreux)

Merci de vos encouragements. En ce qui concerne le numéro spécial sur l'armée nous avons signalé que les textes publiés dataient de 1969 et devaient être revus. Par ailleurs il est juste que les fédéralistes ne sauraient limiter leurs critiques de l'armée aux revendications de «*l'Appel des Cent*». Merci de l'avoir rappelé.

Chers amis,

Concernant votre souscription pour Fédéchoses je remarque que les dons ne sont pas anonymes. Je crois cependant que l'anonymat serait une bonne chose.

En effet, l'éventail des sommes données peut-être très large. Les personnes vous les envoyant le font généreusement et au prorata de leurs moyens, pour cela leur générosité ne doit pas être mesurée à la somme donnée mais au geste.

J'espère que vous pourrez adopter le principe de l'anonymat pour les sommes versées et il me semblait préférable de conserver les noms des donateurs et de grouper les sommes versées en ne faisant figurer que le montant total des souscriptions reçues à chaque issue.

Un fidèle lecteur et ami de Fédéchoses.

Marcel B. (Lyon)

Pas d'objection de notre part à votre suggestion. Nous faisons donc ce que vous proposez pour ce numéro en attendant éventuellement les avis contraires.

CENTRALES NUCLEAIRES

UNE INTRODUCTION AU DEBAT

Il y a maintenant plus de trois mois, 20.000 personnes s'étaient rassemblées sur les bords du Rhin à Fessenheim près du chantier de la nouvelle centrale nucléaire en construction pour réclamer l'instauration d'un moratoire sur cette question.

La rapidité avec laquelle le gouvernement français a pris la décision d'implanter des installations de ce type sur l'ensemble du territoire laisse en effet présager que les impératifs qui ont présidé à ce choix ont relegué à l'arrière plan les problèmes de sécurité. La contestation de cette politique autoritaire et de son instrument le centralisme parisien a constitué l'un des principaux éléments de discussion lors de cette journée de Fessenheim.

Les fédéralistes alsaciens qui avaient antérieurement fait connaître leur accord avec le principe d'une telle manifestation étaient bien entendu présents à titre individuel avec à leur côté, leurs amis du Bade-Wurtemberg, de la région de Bâle, et même de Belgique et du Luxembourg, tous conscients des risques énormes que court la plaine du Rhin du fait de la multiplication des centrales nucléaires.

Trois pays ont en effet, pris la décision de construire de telles installations à quelques kilomètres les unes des autres: La République Fédérale à Wyhl (Bâle), la Suisse à Loiserougst (près de Bâle) et la France à Fessenheim (non loin de Mulhouse); tout ceci bien évidemment sans la moindre concertation et sur les bords du même fleuve, le Rhin, grand cloaque européen constituant dans cette région la

frontière des différents Etats et éliminant, dans les structures de l'Europe actuelle, toute hésitation quant au choix des lieux d'implantation. On peut faire toutes les saletés que l'on veut, on s'en f... c'est à la frontière!!! Plutôt que de tenter une étude de la question de l'énergie nucléaire, concernant exclusivement la question du Rhin supérieur, il nous a semblé préférable, dans un premier temps, d'introduire le débat en fournissant un certain nombre d'éléments généraux d'appréciation tant techniques, qu'économiques et politiques. C'est la raison pour laquelle nous reproduisons une prise de position émanant du groupe «Les Amis de la Terre» (1) résumant fort bien les données scientifiques essentielles ainsi que les conséquences en découlant sur les plans politique et social.

Jacques MARTINEAU

La récente crise pétrolière a révélé aux Français combien leur approvisionnement en énergie était aléatoire et coûteux. Plus généralement, elle a souligné que les ressources actuellement utilisées pour produire de l'énergie ne sont pas inépuisables, mais limitées. On estime, par exemple, que les réserves connues de pétrole seront tarées dans trente à soixante ans si le rythme actuel d'exploitation se maintient. Pourtant la demande d'énergie, favorisée par une publicité effrénée, augmente sans cesse: la consommation d'électricité en France est appelée, selon les experts, à doubler tous les dix ans. C'est pour tenter de résoudre ces difficultés que le gouvernement et l'E.D.F. ont choisi de développer l'industrie nucléaire, engageant ainsi la France dans la réalisation d'un programme gigantesque (200 réacteurs nucléaires pour l'an 2000 qui produiront près de 85% de l'électricité; une usine d'enrichissement de l'uranium qui coûtera près de 12 milliards de francs, etc.). Ce choix est lourd de conséquences, car l'industrie nucléaire engage notre société dans une voie pour ainsi dire *irréversible*. Or, les centrales nucléaires ne sont pas au point et leur multiplication ne fait qu'accentuer leurs défauts.

Ce choix est d'autant plus regrettable qu'il est presque exclusif. L'expérience du pétrole aurait dû pourtant nous enseigner qu'il est hasardeux de fonder l'essentiel de notre approvisionnement sur une seule source d'énergie qui dépend elle-même pour une large part de l'extraction du minerai d'uranium. La plus élémentaire prudence devrait donc conduire les Français à explorer des voies nouvelles pour produire de l'énergie.

SOURCES D'ENERGIE

Outre le fait que les ressources de charbon et de schistes bitumineux sont encore abondantes et qu'il est possible de les utiliser de manière moderne (gazéification), il existe d'autres sources d'énergie que les combustibles fossiles (pétrole-charbon-gaz

naturel) ou la fission nucléaire. Aussi surprenant que cela puisse paraître, elles ne sont guère utilisées alors que certaines sont inépuisables et peu polluantes, ce qui n'est ni le cas du pétrole et du charbon, ni celui des centrales nucléaires.

Parmi ces sources, on peut citer le souffle du vent (énergie éolienne), l'énergie hydraulique (les retenues bien sûr, mais aussi le fil de l'eau), les mouvements de la mer (l'énergie marémotrice, mais aussi celle de la houle), les différences de température des couches d'eau marine (énergie maréthermique), dans une certaine mesure la chaleur de la Terre (énergie géothermique), et, surtout, le rayonnement du soleil (énergie solaire). Enfin, d'autres procédés, techniquement plus complexes, sont à l'étude. A cela il faut ajouter qu'une bonne part de l'énergie consommée aujourd'hui est gaspillée dans des usages inutiles ou des engins de rendement médiocre et que le progrès des techniques laisse présager une économie dans la consommation d'énergie par l'utilisation de l'hydrogène.

USAGES DE L'ENERGIE

Aux différentes sources d'énergie correspondent des emplois différents: usage industriel ou domestique, production de chaleur intense ou basse, etc. En voulant privilégier à tout prix la production massive d'électricité — qui est une forme d'énergie *secondaire*, obtenue à partir d'une forme primaire: houille, nucléaire... —, on oublie que les opérations nécessaires à sa production et à son utilisation abaissent d'autant le rendement énergétique utile dont on disposait au départ (dégradation de l'énergie) tout en accroissant la pollution de l'environnement par la chaleur perdue. L'usage *généralisé* de l'électricité représente donc un gaspillage d'énergie. D'ores et déjà, des rapports de la N.A.S.A. et de la Rand Corporation, aux U.S.A., prévoient que l'énergie solaire sera plus rentable pour le chauffage domestique que l'électricité d'origine nucléaire.

(1) 16, rue de l'Université, 75007 Paris
tél. 261.27.90

POLITIQUE DE L'ENERGIE

Aucune des sources d'énergie que nous avons citées ne représente cependant la solution idéale à la crise : certaines ont des inconvénients graves, d'autres sont limitées ou irrégulières. C'est leur utilisation combinée, c'est-à-dire une politique énergétique *diversifiée*, qui nous paraît indiquée. Toutefois, il ne suffit pas de faire l'inventaire des sources d'énergie pour définir une politique d'ensemble, il faut également réfléchir à la *demande* d'énergie. Son accroissement est-il inéluctable ou est-il artificiellement entretenu ? L'énergie consommée en France contribue-t-elle à réduire les inégalités et à augmenter le bien-être de tous ou profite-t-elle d'abord à une minorité ? Au-delà de l'examen des moyens, une question fondamentale est donc posée : avons-nous réellement besoin de tant d'énergie ?

Aux Français d'y répondre et non aux seuls techniciens. Réduire la consommation d'énergie, cela ne suppose pas seulement d'avoir recours à quelques mesures d'économie comme, par exemple, une meilleure isolation des maisons, la limitation de vitesse des voitures ou le recyclage des matériaux, c'est aussi un choix de société.

Des villes moins grandes, l'habitat proche des lieux de travail, des transports collectifs, la reconversion de productions coûteuses en énergie (armements), une technologie moins concentrée, le recours aux sources d'énergie naturelles, une économie orientée vers les services plutôt que l'industrie, voilà quelques traits d'une société à basse consommation d'énergie. La décroissance et la décentralisation des établissements humains qu'elle implique favorisent également leur autonomie économique et politique.

A l'inverse, accroître les concentrations urbaines et industrielles, c'est multiplier la consommation d'énergie. Mettre en œuvre de nouvelles techniques, toujours plus chères et lourdes à exploiter, pour des productions massives d'énergie, c'est encourager le développement de firmes géantes tout en accentuant les dégradations écologiques. En somme, c'est perpétuer, en l'aggravant, le système actuel. Et, dans cette course à l'énergie, il n'est pas certain que l'atome lui-même fasse le poids...

∴

On est donc en droit de se demander si le choix de l'énergie nucléaire ne répond pas à d'autres préoccupations que le seul souci de fournir de l'énergie. Ce n'est un secret pour personne que les progrès rapides du nucléaire sont dus aux découvertes de ses applications militaires (bombes A et H), mais on sait moins que les centrales nucléaires, tout en produisant de l'électricité, fournissent également des matériaux utilisables à des fins militaires, notamment le plutonium. Voilà sans doute une des raisons qui poussent le gouvernement français à négliger les appels à la prudence des scientifiques qui dénoncent les dangers de l'industrie nucléaire.

Ces hommes de science — parmi lesquels les prix Nobel Linus Pauling, Hannes Alfvén, Joshua Lederberg, George Wald, les biologistes Jean Rostand, Philippe Lebreton, Arthur Tamplin, Donald Geesaman, les physiciens Ernest Sternglass, John Gofman, les mathématiciens Pierre Samuel et Alexandre Grothendieck, etc. — ainsi que l'avocat Ralph Nader et de nombreuses associations de défense de l'environnement mettent l'accent sur quatre points importants : les effets de la chaleur dégagée par les installations nucléaires ; les conséquences encore peu connues d'une augmentation, même légère, de la radioactivité ambiante ; le stockage des déchets radioactifs de longue durée produits par l'industrie nucléaire, et les risques d'accident.

POLLUTION THERMIQUE

Les centrales nucléaires dégagent, en effet, une chaleur beaucoup plus importante que les centrales thermiques classiques et réclament une grosse quantité d'eau de refroidissement. Cette eau, prélevée sur le cours d'un fleuve ou les eaux côtières, est ensuite rendue au fleuve ou à la mer dont elle accroît localement la température au détriment de la vie aquatique et parfois du climat local. Cette *pollution thermique* n'est pas moins grave en bord de mer, car le littoral marin est justement la zone de reproduction privilégiée d'un grand nombre d'espèces animales très sensibles aux écarts de température.

POLLUTION RADIOACTIVE

Plus effrayante parce que plus insidieuse, la *pollution radioactive* est présente, à des degrés divers, tout au long des activités de l'industrie nucléaire, depuis l'extraction du minerai d'uranium jusqu'au retraitement du combustible usagé. Cette pollution est évidemment moins spectaculaire que les nuisances auxquelles nous sommes, hélas ! habitués puisqu'elle n'est pas perceptible sans instruments de détection perfectionnés. Les radiations sont en effet invisibles et silencieuses, impalpables et inodores. Fait plus grave : il n'y a aucun moyen de les supprimer. On ne peut qu'attendre que la radioactivité décroisse d'elle-même, ce qui prend parfois plusieurs millénaires !

En outre, les effets de la pollution radioactive (chez l'homme lorsqu'il ne s'agit pas de doses massives : vieillissement précoce, cancers, leucémies, maladies chromosomiques, mutations génétiques, etc.) ne sont pas immédiats, mais différés, et celle-ci se propage en suivant dans l'environnement des itinéraires parfois complexes, ce qui rend très difficile l'appréciation exacte de ses conséquences. Les centrales nucléaires, par exemple, sont responsables d'une diffusion faible, mais permanente, de corps radioactifs (notamment : krypton, xénon, iode, tritium, césium, molybdène) qui sont répandus dans l'air ou l'eau dont ils suivent les courants. L'éloignement des installations n'est donc pas une garantie de sécurité d'autant plus que certains éléments

radioactifs, au lieu de se disperser et de se diluer dans l'environnement, sont au contraire fixés par des organismes ou concentrés le long de chaînes alimentaires qui peuvent aboutir à l'homme (on a mesuré ainsi dans la rivière américaine Columbia, en aval du centre nucléaire de Hanford, des variations du taux de phosphore radioactif allant de 1, dans l'eau, à 1 500 000 dans les œufs de canard, après différentes étapes de concentration dans le plancton, les poissons et les canards!).

La gravité exceptionnelle de ce phénomène est encore soulignée par la durée de certains produits radioactifs qui s'accumulent par conséquent dans la nature ou les organismes vivants au lieu de s'éliminer. On ne saurait donc accorder le moindre crédit aux arguments qui font état de l'insignifiance de la pollution radioactive puisque celle-ci est justement cumulative : elle s'additionne, ce qui signifie qu'elle s'aggravera au fur et à mesure que l'industrie nucléaire se développera. De même, comparer les taux de radiations naturelles à ceux de la radioactivité produite artificiellement revient dans bien des cas à mettre sur le même plan le kilo de plumes et le kilo de plomb. La différence tient justement à la nature et au nombre des éléments radioactifs produits, au type de rayonnement qu'ils émettent et au trajet qu'ils parcourent dans l'environnement. Cela dit, la radioactivité naturelle n'est pas sans dangers (personne, du moins, n'a osé prétendre qu'elle était sans effets) et il est donc plus prudent de ne pas augmenter, en tout état de cause, le taux de radioactivité ambiant.

DECHETS

Si ce dernier point suscite encore des controverses, tout le monde en revanche s'accorde à reconnaître au problème des déchets de l'industrie nucléaire une acuité particulière. Si 200 réacteurs nucléaires sont construits en France (200 unités de 1 000 MW), ils produiront des déchets représentant l'équivalent en radioactivité de 200 000 fois la bombe d'Hiroshima. Il s'agit donc de traiter — récupérer ce qui est utilisable, réduire de volume, etc. — et de stocker dans des conditions de sécurité absolue des produits dont certains vont demeurer dangereux des milliers d'années. Imaginons un instant que Vercingétorix ait construit des centrales nucléaires : nous aurions encore à veiller longtemps sur leurs déchets, à supposer qu'entre-temps ils soient restés à l'abri des bouleversements et des guerres que la France a connus... Le plutonium, par exemple, dont il est produit plus de 300 kg par an dans un réacteur de 1 000 mégawatts, est radioactif pendant 400 000 ans et sa dose mortelle dans l'organisme est de l'ordre du millionième de gramme. Ce corps a la propriété de s'oxyder facilement et de se disséminer en fine poussière. D'ores et déjà une certaine quantité de plutonium a été répandue dans l'environnement. En France, l'usine de retraitement de La Hague en rejette des particules à la mer. Signa-lons enfin qu'une centrale nucléaire hors service constitue un déchet : après vingt années de service, le cœur du réacteur est trop radioactif pour qu'on

songe à le démonter. Il est coulé dans du béton et, pendant plusieurs siècles, la France sera couverte de ces inquiétantes pyramides.

Des scientifiques américains ont évalué statistiquement le nombre de cancers et leucémies que provoquerait aux Etats-Unis la pollution radioactive tolérée si l'ensemble de la population y était soumise. Connaissant les effets biologiques de la radioactivité, ces scientifiques ont extrapolé pour les faibles doses les effets vérifiés expérimentalement des fortes et moyennes doses. Si l'on transpose leurs chiffres en France, on aboutit aux résultats suivants : selon l'hypothèse optimiste de l'Académie des sciences américaine : de 1 000 à 1 600 cancers de plus par an. Selon l'hypothèse moyenne de Gofman et Tamplin : 8 000, et selon l'hypothèse pessimiste de Linus Pauling, 20 000 cancers de plus par an. Ces chiffres n'englobent pas les maladies d'origine chromosomique ni les anomalies congénitales qui seraient de dix à cent fois plus nombreuses et ils ne tiennent évidemment pas compte des risques d'accident.

ACCIDENTS, VULNERABILITE

L'éventualité d'un accident grave est improbable, mais on ne saurait l'exclure d'emblée. Des rapports officiels américains prédisent un accident grave du système de refroidissement pour « mille années-réacteur ». Donc un accident grave *tous les cinq ans* en France, si les 200 réacteurs sont construits... Aux Etats-Unis, le rapport *Wash-740* chiffre les conséquences de l'« accident maximal croyable » survenant à un réacteur de puissance moyenne situé le long d'un cours d'eau, à 50 km d'une ville d'un million d'habitants : 43 000 morts, 17 milliards de dollars de dégâts, selon la dernière estimation. Sans aller jusque-là, de nombreux incidents ont déjà émaillé l'histoire des centrales nucléaires (ruptures de gaines, défauts d'étanchéité, amorce d'une fusion du combustible, etc.). Les dispositifs de sécurité et les contraintes de construction varient d'un pays à l'autre au point qu'il est d'ailleurs difficile d'évaluer les conséquences d'accident survenant à des centrales de conception identique en France ou aux Etats-Unis. D'autre part, la vulnérabilité de l'industrie nucléaire aux pressions terroristes est inquiétante : on se souvient qu'à plusieurs reprises déjà des pirates de l'air ont menacé d'écraser l'avion qu'ils avaient détourné sur des installations nucléaires. En France, l'usine de Pierrelatte a été l'objet d'une menace de ce genre. Ne parlons évidemment pas des risques en temps de guerre !

En fait, c'est toute la chaîne de production — depuis les mines, les usines de raffinage et de préparation du combustible jusqu'aux centres de retraitement, en passant par les usines d'enrichissement et les centrales elles-mêmes, par les transports de produits radioactifs et leur utilisation dans l'industrie (métallurgie, bâtiment, aliments), les hôpitaux et la recherche — qui est susceptible d'un accident ou d'un sabotage, voire d'un détournement de matériau fissile (explosif atomique). Un certain nombre de dispositions administratives ont été prévues pour mettre la population à l'abri de risques

de ce genre ; malheureusement, dans les cas les plus graves, le plan ORSEC-RAD prévoit, après la suppression temporaire de la consommation locale de lait, l'isolement de la population contaminée...

LA FRANCE, SEULE

De tels risques ont conduit certains pays constructeurs de centrales nucléaires à modifier leurs programmes d'équipement ou à renforcer les mesures de sécurité, s'imposant par là-même une réduction de leurs activités nucléaires. C'est le cas aux Etats-Unis, où en 1971, à la suite d'un arrêt de justice, l'industrie nucléaire s'imposa des normes cent fois plus sévères, tandis que l'avocat Nader révélait que les systèmes de refroidissement de secours des réacteurs n'avaient jamais fonctionné au cours de leurs essais. C'est le cas en Suède où le Parlement a récemment voté une interruption d'une partie du programme nucléaire. En France, loin de prêter attention à ces mesures de prudence, le gouvernement choisit justement d'exploiter les centrales mises en cause aux Etats-Unis et *récusés pour des raisons de sécurité* en Grande-Bretagne (« filière » uranium enrichi-eau légère). Il décide aussi d'accélérer la mise en œuvre d'un nouveau type de réacteur : les *surrégénérateurs*, qui ont l'inquiétante propriété de produire plus de plutonium qu'ils n'en consomment. Cette décision est d'autant plus surprenante que les Américains ont jugé, quant à eux, que ce genre de centrale était encore trop dangereux pour être exploité à l'échelle industrielle (rien n'interdit théoriquement qu'il ne puisse donner naissance à une explosion atomique). Faut-il croire que les techniciens français disposent de recettes inconnues ailleurs ou que la sécurité de la population tient peu de place dans les projets gouvernementaux ?

ARRIERE-PLAN ECONOMIQUE

En fait, il est clair que la course aux centrales nucléaires répond à des impératifs d'ordre politique. Car si l'on fait le bilan en énergie de ces installations, on s'aperçoit que leur rendement global est fort médiocre : le rendement énergétique de la centrale elle-même (30 % de l'énergie produite est effectivement utilisée) est plus faible que celui des centrales thermiques classiques et, compte tenu de l'énergie dépensée par l'ensemble du processus nucléaire, il est proche du zéro. L'impact économique local n'est pas moins faible : après la période des travaux, stimulante pour le commerce local, seuls restent en place quelques ingénieurs et techniciens qui s'intègrent mal à la population. Comme l'électricité produite est généralement destinée à l'approvisionnement des centres urbains éloignés, c'est la patente, dont près de 40 % est versée à la commune, qui joue le premier rôle. On comprend évidemment qu'il

est difficile aux municipalités concernées de refuser un trésor de ce genre, fût-ce au prix de la santé de leurs administrés...

L'industrie nucléaire met évidemment en jeu de puissants intérêts. Outre les deux constructeurs français, Creusot-Loire pour les chaudières à eau pressurisée (Framatome, licence Westinghouse) et le groupe C.G.E. pour les chaudières à eau bouillante (Sogerca, Groupement atomique alsacien et atlantique, licence General Electric, plus polluante semble-t-il), de nombreux sous-traitants trouvent leur profit dans le nucléaire, à commencer par Pechiney-Ugine-Kuhlman, présent à tous les stades de fabrication et de transport du combustible, Saint-Gobain, Le Nickel, etc. Mais l'enjeu politique est plus grave car une société est plus ou moins modelée par les formes de production d'énergie qu'elle se donne. Dans le cas d'une industrie aussi lourde et concentrée que le nucléaire, il s'agit d'un choix délibéré de centralisme, bien illustré déjà par l'atmosphère de secret et les procédures technocratiques qui conditionnent les décisions d'implantation de centrales et les règles de leur gestion. La complexité et les dangers de cette industrie, liés à ses implications militaires, donnent un pouvoir exorbitant à un noyau de techniciens hiérarchisés qu'il sera de plus en plus difficile à la population de contrôler.

CONSEQUENCES SOCIALES

Enfin, les tâches de surveillance policière, et par conséquent le nombre des fonctionnaires chargés de cette besogne, seront à la mesure des risques encourus. Groupes de pression industriels, complexe militaire et technocratique, centralisation, hiérarchie, police, à cela on peut opposer les formes de production d'énergie diversifiées et décentralisées dont nous avons déjà parlé. Le physicien Gofman a récemment déclaré que l'industrie nucléaire ne pouvait fonctionner sans risques que dans une société immobile d'hommes parfaits. Les spécialistes de la police et du maintien de l'ordre ont peut-être des solutions à nous proposer pour créer cette société-là, mais croyez bien qu'elles seront très désagréables... Si un jour un accident grave survient à une centrale nucléaire, la population n'en voudra plus. Mais si ce jour-là l'essentiel de notre énergie est déjà fourni par l'industrie nucléaire, nos gouvernants n'auront que le choix entre la crise économique ou le fascisme.

Voilà pourquoi plus de cent associations et cent mille Français réclament un *moratoire* de l'industrie nucléaire, c'est-à-dire une pause qui permette à chacun de choisir son avenir en connaissance de cause. Joignez vos efforts aux nôtres.

**UGANDA... AMIN DADA...
FEDERALISTES...
MEME COMBAT !**

Avec la manipulation du chef d'Etat ougandais, le service d'action clandestin psychologique d'agit-prop fédéraliste (alias E.C.A.) a réussi une opération supérieure à toutes celles des James Bond et autres OSS et SAS réunis.

Après avoir essayé tous les moyens traditionnels : tracts, affiches, réunions, brochures, livres et même radio et télévision il y a peu de temps, pour faire connaître l'absurdité du système de la souveraineté des Etats-Nations, sans succès majeurs pour l'instant, les fédéralistes ont du recourir à la méthode ultime : la démonstration par l'absurde.

La preuve est faite que les Etats-Nations sont une folie. Toutes les têtes couronnées, de lauriers ou d'un halot présidentiel, tremblent devant le calot et le culot d'Amin Dada.

Les presses, radios et télévisions s'ébrouent allègrement parmi les peines capitales, les otages et autres traversées du Nil...

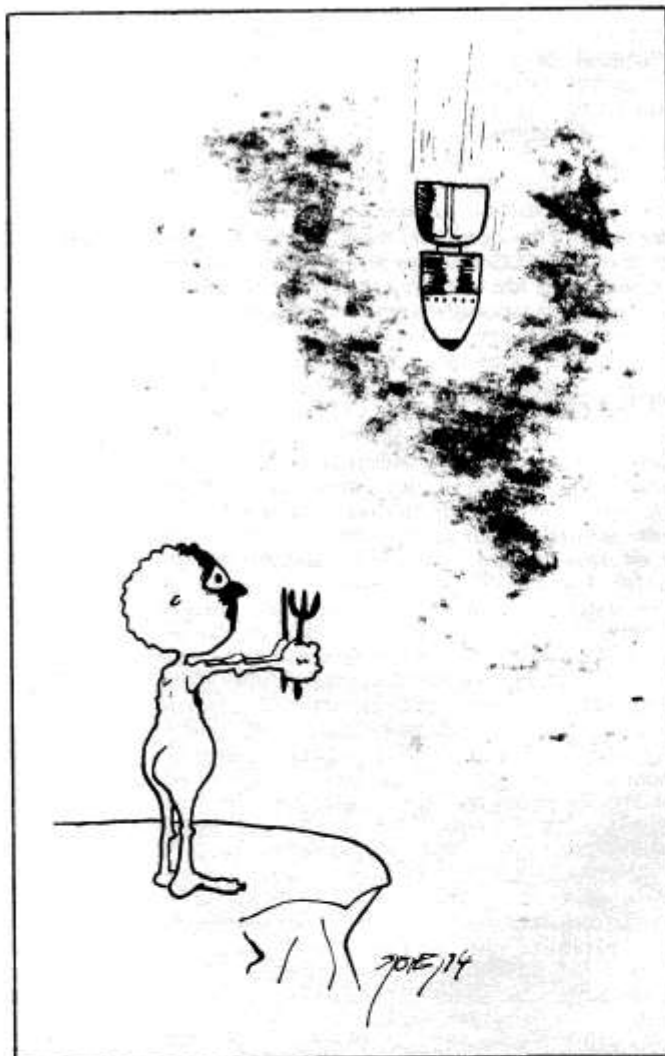
Dans les salons feutrés des ambassades, des ministères des affaires étrangères, dans les couloirs des assemblées internationales, les sous-fifres et les huissiers rigolent, les hommes responsables s'inquiètent.

Ce type là, parce qu'il est le chef d'un Etat, donc souverain, est en train de casser la baraque. Dire un éléphant dans un magasin de porcelaine serait trop figuratif et trop concret, ce qui ne sied guère aux fédéralistes.

Chef d'Etat «légitime», Amin Dada amène sur la scène internationale la version sans fard du pouvoir de l'Etat national.

Les Etats sont souverains et leur chef aussi. Au nom de quel droit, donc, critiquer ses excès de pouvoir et ses curieuses pratiques ?

La légitimité provient parfois du peuple — faut bien y croire — toujours de la force. Pour Amin c'est là et c'est voyant. Pour les autres aussi mais c'est plus discret.



A partir de là tout est possible. Tout est permis. Ou presque. Il y avait eu Hitler. Il y a eu Bokassa. Maintenant Amin Dada. Dans ces cas là, la confusion entre problèmes personnels et problèmes collectifs, entre besoins privés et intérêt général, devient totale. Même la raison d'Etat en prend un coup lorsqu'elle devient déraisonnable. Mais comme dans ce cas le principe est «l'Etat c'est moi», la boucle est bouchée et le mal est incurable.

La manœuvre des fédéralistes atteint son apogée dans le fait que le «chef d'Etat - Etat» dévoile le mécanisme des conflits entre Etats nationaux. Pour cela il y a eu l'attaque du mini-Etat contre le gros-Etat : la sagaie ougandaise contre le lion britannique.

De ce fait on a pu lire que le temps des canonnières qui pouvaient faire entendre raison aux chefs d'antan était révolu... le ton semble indiquer des regrets ! Pour sur que des stratèges et des diplomates doivent étudier ce problème.

Le danger est qu'ils découvrent un remède-rétro : les interventions et le partage du monde en grands domaines sous la responsabilité des Etats-Nationaux majeurs, sages et responsables qui eux savent faire les choses comme il le faut.

En effet, il n'est pas raisonnable de bafouer le pouvoir d'un Etat-National avec des histoires de gentils savants-otages, il faut faire les choses sérieusement : une menace, deux à la rigueur, puis on frappe, au napalm ou atomiquement, en attendant mieux.

Il faut donc que les fédéralistes manient avec précaution leur dangereux révélateur et pour parvenir à leurs fins, ils sont entraînés à essayer de suggérer à l'Amin de provoquer un vaste référendum mondial pour ou contre Amin Dada.

Cela leur permettrait de savoir combien de personnes sensées dans le monde sont susceptibles de les rejoindre dans leur lutte contre l'absurdité du système des Etats-Nationaux.

«Fédéralisme et non violence».

Dans toute révolution, il y a une part de haine, et c'est dommage, car autrement elles apporteraient beaucoup plus. Les vraies révolutions sont non violentes. La violence appelle la violence.

La révolution appelle la contre-révolution autoritaire, parfois même à l'intérieur de la révolution elle-même. Il n'existe pas d'autre alternative à l'intérieur d'une révolution normale et violente. Celle-ci pour survivre doit purger d'abord et en priorité la réaction externe puis la réaction interne ce qui aboutit, à l'intérieur même du processus révolutionnaire, à donner la prééminence à des gens plus violents qui bien souvent finissent par s'emparer du pouvoir au détriment de gens moins violents mais tout autant attachés à la révolution. Le drame est que le sang coule pour franchir toutes ces étapes bien souvent pour une révolution gâchée par la violence et la terreur qui entraîne le mutisme et l'arbitraire au nom du peuple.

Pourtant il y aura toujours des révolutions.

Les hommes et la société ont parfois besoin d'être remis en cause et ce surtout lorsque les injustices sont criantes. La société en place est bien souvent incapable de pourvoir au nécessaire des plus défavorisés. De telles injustices inspirent une juste révolte contre la société et ses dirigeants. Cependant il faut bien remarquer que toutes les révolutions, même les plus grandes, après l'immense espoir des premiers jours s'essouffent et finissent par s'éteindre dans la routine quotidienne quand ce n'est pas dans la terreur d'une dictature.

Ce processus paraît irréversible; simplement l'essouffement arrive, plus ou moins rapidement selon la capacité des dirigeants à maintenir l'élan des premiers jours et à le traduire dans la réalité. Pour maintenir cet élan, la révolution permanente peut paraître séduisante; pourtant, l'homme, même le plus épris de changement, est incapable de se remettre en cause perpétuellement; il a besoin d'un minimum de sécurité.

Le fédéralisme répond parfaitement à ce besoin.

Il est à la fois révolutionnaire et non violent. Révolutionnaire car une fédération mondiale serait bien la plus grande révolution qu'aurait connue l'humanité. Un Etat fédéral mondial doit s'attacher à réduire au minimum le risque de guerre. Non violent, le succès n'est pas garanti par avance; la route est longue, mais seule à terme la non violence peut triompher des querelles entre les hommes et les nations, et pourquoi ne dirait-on pas au lieu de non violence, force de fraternité pour qu'un jour les hommes soient vraiment tous frères.

Claude Bouchet

Note : Publier intégralement le texte, ou en cas de désaccord ne rien publier du tout. Merci ! Mais rien n'empêche de corriger les fautes d'orthographe, au contraire !

FORUM E

Schlagen Sie eine Tageszeitung auf oder schalten Sie das Radio an. Fast jeden Tag wird Ihnen etwas über europäische Politik berichtet. Aber was erfahren Sie in Wirklichkeit? Die Massenmedien berichten meist über Treffen von Spitzenpolitikern, Vorbereitungen von Gipfelkonferenzen, Marathon-sitzungen des Ministerrats, Zusammenkünfte von Außenministern usw. Wir meinen: diese vordergründigen, geradezu unpolitischen Informationen können einen mündigen Bürger nicht zufriedenstellen. Hintergründe und Zusammenhänge von politischen Problemen bleiben im Dunkeln. Es ereignet sich in Europa weit mehr als nur diplomatische Meetings.

FORUM E liefert Ihnen deshalb:

- Analysen über die Politik der Europäischen Gemeinschaft
- Berichte über soziale Probleme und politische Entwicklungen in anderen Ländern
- Informationen über Aktivitäten und Arbeitsergebnisse von Gruppen, die zu Fragen der internationalen Politik arbeiten

- Senden Sie mir noch eine weitere Ausgabe von FORUM E gratis
- Wie kann ich bei FORUM E mitarbeiten?
- Ich abonniere FORUM E für ein Jahr zum Preis von 15.- DM

Name

Adresse

Datum

Unterschrift

DEMAIN, L'UNIVERSITE D'HIER

Jean-Marie Dubos a écrit un excellent article sur la réforme Haby et «Fédéchoses» doit le remercier de son étude qui montre combien il s'est attaché aux problèmes de l'enseignement. Son expérience en la matière est précieuse. Le sujet de son article ne lui permettait pas de traiter un aspect tout aussi intéressant de l'évolution du système éducatif : L'Université des agrégés. On leur doit beaucoup, ne les oublions pas ! Rappelons ce qu'ils ont fait de la participation et de l'autonomie des Universités.

LA PARTICIPATION

De méchantes langues disent que le corps professoral a été particulièrement machiavelique. Elles vont jusqu'à prétendre qu'il a retiré rapidement tout intérêt à la participation étudiante, au point qu'il a rendu les conseils inutiles. Si bel et si bien que les mouvements de droite qui préchaient leur disparition verraient d'un bon œil leur survie... Histoire de passer pour des libéraux avancés ? Tous les pouvoirs sont depuis belle lurette passés dans les mains des doyens ressuscités et des présidents d'Universités. Ils représentent leur majorité dans les Conseils et Commissions, formés de professeurs. Ces derniers seront majoritaires «in éternam» grâce aux règles particulières qui assurent la sous représentation des étudiants. Ils peuvent cacher leur conservatisme en regrettant bien haut le manque chronique de moyens. Le ministère est bien content parce qu'ils ont le bon goût de ne pas crier très fort. On est entre gens bien éduqués, tant que cela ne gêne pas.

L'université se vide de ses étudiants pour se remplir de magnétophones, surchargés de travail, paniqués par la sélection, les fins de mois et la perspective du chômage. Et les professeurs de regretter le bon temps de mai 1968 où ils étaient tous avec leurs étudiants dans la rue ? (Au moins, on contestait mon bon monsieur...?)

L'Université est trop calme. D'ici que l'on fasse revenir Cohn-Bendit, avec la bénédiction de la société des Agrégés...

L'AUTONOMIE

Elle n'a jamais existé financièrement. Sous une autre forme ? le corps enseignant qui n'en manque pas une, a laissé dépérir l'autonomie pédagogique. On ne leur avait pas expliqué...

Mais l'immobilisme joue aussi contre le ministère. Et on lui en souhaite. On attend ; rien que pour rire. Le corps enseignant bénéficie dans l'Université d'un statut de fonctionnaire allié aux avantages des professions libérales (avancées). On se plaint. Les meilleurs émargent à plusieurs organismes privés ou semi-publics. Et ça chiffre. En plus, ils se cooptent. Ils choisissent leurs assistants et leurs chargés de travaux dirigés. Ils enseignent sous n'importe quel intitulé de matière imposé par le ministère ce qu'ils ont décidé d'enseigner. Les textes qui dérangent sont absorbés par la pratique (voir les D.E.U.G.). Leur force d'inertie est un objet d'émerveillement.

Le projet Haby conduit à une sélection accrue au niveau des examens. Elle s'ajoutera à la sélection sociale qui pèse lourd en cette période de vaches maigres. Mais les agrégés ne sont pas tous contre une certaine aristocratisation de l'Université. Elle en coûtera moins cher à l'Etat, et alors c'est bien non ? On paiera moins d'impôts.

Bref, le Ministère aura l'enseignement supérieur que les agrégés consentiront à donner aux étudiants. Les révoltes, les étudiants, les ministres, les réformes passent ; les professeurs aussi, mais moins vite. Mais cette fois à qui les étudiants serviront-ils de caution ?

Gilles Huvelin

ECOLE NATIONALE ET PERSPECTIVE FEDERALISTE

A propos de l'Italie

La lutte contre l'analphabétisme, l'école obligatoire jusqu'à 14 ans, les frais d'inscription à la portée des plus déshérités, les décrets pris pour la démocratisation de l'école, sont autant de signes d'une évolution de l'école italienne. A la vue des éléments nouveaux que nous venons de citer il semblerait possible d'exprimer une satisfaction et un contentement pour les récents « progrès » de l'école ; mais une telle position donnerait en fait un jugement rapide et superficiel.

En effet, ce que l'on peut toujours reprocher à l'école italienne est d'être fortement bureaucratique et centralisée ; Ministre d'Etat avec totale autorité, programmes ministériels unifiés, procédure d'Etat pour le contrôle des « connaissances », et d'autres réalités analogues sont les signes les plus évidents du refus du pluralisme culturel et de la démocratisation effective.

Une école de ce type ne cherche pas à créer et accentuer l'esprit critique des étudiants, ne tend pas à promouvoir le développement de leurs facultés de réflexion et de création ; au contraire, l'école est essentiellement basée sur la rhétorique, sur le rabachage, sur l'étude rétrospective de « vérités » préacceptées, de matières déjà consacrées à l'enseignement, car nécessaires au maintien de la structure de pouvoir dominante.

Et tout cela n'est pas gratuit, mais est l'instrument efficace permettant d'atteindre un but spécifique : qui n' imagine pas, par exemple, les conséquences négatives qu'aurait sur la stabilité et la survie de l'Etat national, la possibilité de rediscuter une vérité dogmatique comme sa sécurité, son prestige, la fonction de la classe politique dominante, la « vérité » historique...

Qui lutte pour la fondation de l'Europe fédérale, dans laquelle des peuples qui historiquement furent antagonistes pourront vivre ensemble en vertu de leur commune appartenance au « peuple européen » n'a pas peur de la dissolution des Etats-nation européens ; il désire au contraire qu'elle apparaisse le plus tôt possible pour que les européens trouvent leur véritable identité dans le contexte politique mondial et vivent leur histoire debout et non comme de simples destinataires de politiques décidées à l'extérieur.

Voilà pourquoi est inacceptable une école destinée à former des citoyens aux ordres de l'Etat national, mieux à ceux d'une classe politique qui, aujourd'hui encore plus évidemment qu'autrefois, est toute entière tournée vers sa propre conservation, oubliant que la stabilité basée sur des positions non réellement démocratiques, comme le manque d'autonomie scientifique, didactique, financière et administrative de l'école, est une stabilité illusoire, destinée à ne pas durer. Cela est encore confirmé à la lumière des premiers résultats de l'application des « décrets délégués », dont on peut affirmer en première analyse qu'ils ne constituent qu'une tentative maladroite de rationalisation du vieillot et autoritaire système de l'école nationale. Il faut bien autre chose pour mettre l'école en accord avec l'époque et donner une réponse aux exigences de formation indiquées par les étudiants. Il faut ce que l'école nationale ne pourra jamais donner : c'est-à-dire une liaison directe avec les exigences réelles et actuelles des étudiants et, donc, la poursuite d'une perspective cosmopolitique et historiquement large, en relation avec les caractéristiques particulières du contexte socio-économique dans laquelle s'incarne l'école. En bref, il faut réaliser le fédéralisme.

Gisella Murru

CONGRES FRANCAIS DE LA J.E.F. - Lyon - 6 et 7 septembre 1975 :

Le Congrès qui a débuté par la lecture d'un message de Julian Priestley, président européen de la J.E.F., s'est tenu comme prévu les 6 et 7 septembre en présence des délégués ou représentants des régions **Alsace, Bretagne, Région Parisienne, Picardie, Provence et Rhône-Alpes** et d'un certain nombre de militants venus en observateurs.

Le Congrès a successivement entendu trois rapports de Jean-Jacques Anglade (Provence) sur «le Fédéralisme», de Bernard Barthalay (Rhône-Alpes) sur «le Fédéralisme» et de Bernard Saint-Gal (Rhône-Alpes) sur «les droits civiques et syndicaux des travailleurs immigrés». Le rapport de Bernard Thery (Bretagne) sur «l'Europe et la conjoncture économique mondiale» n'a pu être présenté Bernard Thery étant retenu loin de Lyon. Le Congrès a également entendu deux interventions de Micheline Hannoun (Rhône-Alpes) sur le règlement intérieur de la J.E.F.-France et les statuts européens de l'organisation et de Jean-Francis Billion (Région Parisienne) sur les actions de la J.E.F. notamment dans le domaine de la formation politique.

Rapport sur le fédéralisme de Jean-Jacques Anglade :

Après avoir rappelé et défini les éléments nécessaires constitutifs de sa conception du fédéralisme, à savoir : autonomie, participation et subsidiarité, Jean-Jacques Anglade a déterminé un plan d'action.

A la suite de deux constatations d'importance :

- l'homme est pluridimensionnel;
- les modèles existants de fédéralisme ne sont pas satisfaisants ou bien se désagrègent car l'Etat fédéral empiète de plus en plus sur les compétences des Etats fédérés.

Il aboutit à la conclusion suivante :

- seul le fédéralisme intégral est viable et durable;
- deux luttes sont à mener en parallèle, au niveau des institutions européennes et au niveau des structures internes et régionales.

Rapport sur le Fédéralisme de Bernard Barthalay :

Le fédéralisme embrasse trois aspects : l'aspect de **valeur**, constitué par la paix, l'aspect de **structure**, constitué par l'Etat fédéral et l'aspect **historico-social**, constitué par le dépassement de la division du monde en Etats souverains.

Après avoir analysé longuement et scientifiquement le fédéralisme américain et l'avoir comparé avec la future Fédération européenne en insistant particulièrement sur les problèmes linguistiques et économiques, Bernard Barthalay en arrive à la conclusion suivante : tout système fédéral limité restera imparfait. La fédération mondiale est nécessaire pour remédier à toutes les contradictions.

Le débat a révélé un large accord sur la définition du fédéralisme et la permanence d'une divergence sur la méthode d'analyse (empirisme ou matérialisme historique) et sur l'attitude que les fédéralistes doivent avoir en face des sciences historico-sociales. Le principe d'un stage, proposé par Bernard Barthalay, a été adopté à l'unanimité. Il traitera des thèmes suivants : Proudhon, Le matérialisme historique, La raison d'Etat.

Rapport de Bertrand Saint-Gal sur les travailleurs immigrés :

Suite à l'exposé et aux propositions de Bertrand Saint-Gal le principe d'une action de la J.E.F. visant à l'obtention des droits civiques des travailleurs immigrés a été retenu à l'unanimité. Un stage dont la date sera fixée prochainement se penchera plus en détail sur ce problème avec la participation des organisations concernées et des autres sections européennes de la J.E.F., italienne et allemande en particulier.

Le Congrès a par la suite étudié le règlement intérieur de la J.E.F.-France qui a finalement été adopté à l'unanimité et s'est penché sur le projet de statuts européens de l'organisation diffusé par le secrétariat de Bruxelles. Bien que certaines modifications soient souhaitées par l'ensemble des délégués le principe a été retenu de demander au Congrès d'Innsbruck de se consacrer exclusivement aux tâches théoriques, politiques et stratégiques de la J.E.F.

La politique de formation de la J.E.F. a été étudiée et il a été décidé de tenir deux stages de formation (empirisme ou matérialisme historique - travailleurs immigrés), des écoles-cadres régionales, de publier des fiches de formation politique. Enfin a été fixé le principe de publier une **lettre de la J.E.F.** envoyée à tous les adhérents et de demander au M.F.E. de laisser la J.E.F. s'exprimer librement dans **Fédéralisme Européen**, bulletin de la section française de l'Union Européenne des Fédéralistes. Il a enfin été précisé que **Fédéchoses**, tout en publiant lorsqu'il le désire des prises de position de la J.E.F. et des informations sur ses activités, conservait sa pleine et totale autonomie.

Avant de se séparer le Congrès a procédé aux élections du Bureau et du Conseil d'Arbitrage de la J.E.F.-France et au vote des résolutions. Il a été spécifié que la motion politique était considérée comme base minimale d'accord pour l'organisation et le recrutement de la J.E.F.; les autres motions adoptées concernant le Congrès européen, l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, le Portugal, la Corse, l'Armée et l'Espagne. Le Bureau de la section française de la J.E.F. est composé de **Monique Bouvard** (Rhône-Alpes - présidente), **Jean-Francis Billion** (Région Parisienne - secrétaire), **Yves Pagès** (Région Parisienne - trésorier) et de six membres, **Jean-Jacques Anglade** (Provence), **Christian Chautemps** (Rhône-Alpes), **Jacques Martienau** (Alsace), **Christian Sage** (Provence), **Myriam Bacquart** (Picardie) et **Bertrand Saint-Gal** (Rhône-Alpes).

Le Conseil d'Arbitrage de la J.E.F. est composé de **Elisabeth Brand** (Alsace), **Jean-Marie Dubos** (Région Parisienne) et **Micheline Hannoun** (Rhône-Alpes).

Le Congrès a enfin fixé le montant de la cotisation à la section française de la J.E.F. et la date de la prochaine réunion du Bureau et de la Commission française.

Micheline Hannoun

Message pour le Congrès de la J.E.F.-France à Lyon les 6 et 7 septembre 1975 :

Veillez accepter mes excuses. Je regrette beaucoup de ne pouvoir venir à cause de mon travail. Je vous souhaite un congrès très utile et fructueux pour le renforcement de la J.E.F. en France. Trop fréquemment dans le passé la représentation française fut insuffisante dans les travaux de la J.E.F. au niveau européen. Mais je suis conscient des efforts que vous avez fait pour continuer le travail et rétablir vos bases régionales.

Comme vous le savez la J.E.F. (Europe) va tenir son congrès à Innsbruck en octobre. Ce congrès revêt une importance vitale pour notre mouvement et votre pleine participation y est vivement souhaitée.

La J.E.F. est affrontée à un grand nombre de problèmes, sur le plan de son organisation interne, de ses finances, mais également sur le plan politique. Nous n'avons jamais résolu le problème de l'autonomie de la J.E.F. et sommes toujours exposés à la menace de gens qui voudraient l'utiliser pour des buts autres que la lutte pour la Fédération européenne. Les principales orientations de la J.E.F. et ses actions pour l'avenir doivent être fixées à Innsbruck.

Je vous souhaite un congrès fructueux pour la J.E.F.

Julian PRIESTLEY
(président européen de la J.E.F.
Luxembourg - le 4 septembre 1975).

RESOLUTION SUR LE PORTUGAL

Le Congrès de la J.E.F.-France, réuni à Lyon les 6 et 7 septembre 1975 :

Affirme l'importance vitale de la lutte engagée par les démocrates portugais pour l'avenir de la liberté, de la démocratie et du socialisme en Europe et principalement dans l'Europe méditerranéenne;

Constate que la soumission de l'Europe aux deux hégémonies américaine et soviétique ne permet pas le libre développement de la révolution portugaise;

Met en garde le peuple portugais contre les illusions suicidaires du nationalisme et le regain de la menace fasciste;

Lance un appel à toutes les forces antifascistes -civiles et militaires- pour la constitution d'un large front d'unité populaire seul capable de sauvegarder les acquis du 25 avril et de poursuivre la révolution;

Condamne fermement l'attitude des Etats membres de la C.E.E., et plus particulièrement celle du gouvernement français, qui en refusant la proposition de la Commission de Bruxelles d'attribuer une aide inconditionnelle d'un milliard d'unités de compte sur six mois au Portugal, ont délibérément pris le risque de rejeter ce pays dans la longue nuit fasciste.
(unanimité)

RESOLUTION SUR LE PARLEMENT EUROPEEN

Le Congrès de la J.E.F.-France réuni à Lyon les 6 et 7 septembre 1975 :

Constatant que le parlement européen a approuvé, le 14 janvier, un projet de convention prévoyant son élection directe au plus tard le premier dimanche de mai 1978;

Conscient que ce projet de Convention constitue un pas décisif vers la reconnaissance du droit de vote des citoyens européens et que ce dernier peut être l'instrument décisif pour la fondation d'un pouvoir fédéral européen démocratique;

Demande que le Conseil des Ministres ratifie ce projet dans les plus brefs délais;

Invite les secrétaires nationaux et régionaux de la J.E.F. et de l'U.E.F. à faire tout leur possible afin que les représentants des différents gouvernements au sein du Conseil des Ministres demandent la ratification immédiate du projet de Convention.
(unanimité)

MOTION POUR LE CONGRES EUROPEEN DE J.E.F.

Le Congrès de la J.E.F.-France réuni à Lyon les 6 et 7 septembre 1975 :

1. **Demande** au Congrès européen réuni à Innsbruck du 17 au 19 octobre 1975, compte tenu de l'importance des tâches politiques et stratégiques du Congrès d'adopter sans amendements le projet de statuts largement diffusé avant le Congrès;

2. **Se réserve** la possibilité pour le cas où le Congrès ne suivrait pas cet avis de présenter et de soutenir ses propres amendements. (unanimité)

RESOLUTION SUR LA CORSE

Le Congrès de la J.E.F.-France réuni à Lyon les 6 et 7 septembre 1975 :

Demande — la libération des militants autonomistes incarcérés;

— la suppression de la «Cour de Sureté de l'Etat», juridiction d'exception;

Dénonce — les aspects xénophobes et nationalistes sous-jacents à l'idéologie et l'action de certains autonomistes;

— la voie répressive suivie une fois de plus par le pouvoir national-parisien;

Apporte — son soutien au Comité Corse contre la Répression;

Affirme et rappelle

— que les récents événements violents dont la Corse a été le théâtre sont l'aboutissement logique de deux siècles de centralisme et de colonialisme intérieur;

— que l'Europe divisée n'est qu'un club de pays riches où les régions riches s'enrichissent et où les régions pauvres s'appauvrissent;

— qu'il n'est que deux méthodes de gouvernement d'un espace plurinational : le fédéralisme et l'impérialisme;

EN CONSEQUENCE :

Le Congrès réaffirme la lutte de la J.E.F. pour la destruction de l'Etat national bureaucratique et centralisé et pour la construction de la fédération européenne première étape vers la fédération mondiale.

(unanimité)

RESOLUTION SUR L'ARMEE

Le Congrès de la J.E.F.-France réuni à Lyon les 6 et 7 septembre 1975 :

Rappelant que l'école nationale et le service militaire obligatoire sont par excellence les institutions grâce auxquelles, dans l'histoire tragique de l'Europe des Etats nationaux, un pouvoir éloigné des hommes a imposé une idéologie néfaste le justifiant;

— que la crise de ces Etats provoque les réactions toujours légitimes et parfois violentes d'un nombre croissant de lycéens, d'étudiants et de jeunes travailleurs;

Se réclamant en particulier des racines kantiennes et proudhoniennes de la culture fédéraliste;

Exprime sa pleine solidarité avec la lutte des jeunes, objecteurs, insoumis, soldats;

Rappelle que la lutte contre les Etats-nations passe par la lutte contre les institutions de la violence physique légalisée qui s'expriment surtout dans l'armée, et contre celles de la violence morale légalisée qui s'expriment surtout à l'école nationale;

Invite tous les jeunes à se battre pour la reconnaissance non punitive du droit à l'objection de conscience et pour la démilitarisation de la culture et de la société;

Réaffirme sa participation aux côtés des fédéralistes allemands, au «Comité de Soutien du Mouvement des Soldats en R.F.A.», tout en rappelant que le combat fédéraliste ne saurait se limiter à une intervention réformiste pour l'amélioration du sort des soldats;

Exige la reconnaissance du droit pour les soldats appelés ou engagés, de s'organiser librement en syndicats démocratiques.
(unanimité)

TELEGRAMMES ENVOYES PAR LA J.E.F.-FRANCE le 27 septembre 1975.

Monsieur Valéry Giscard d'Estaing

Président de la République - Palais de l'Élysée - Paris.

Après exécutions fascistes adhésion Espagne à C.E.E. encore plus inacceptable avant retour à la démocratie.

Attendons prise position ferme du gouvernement français.

Monsieur l'Ambassadeur d'Espagne

Ambassade d'Espagne - 13 avenue Georges V - Paris.

Hommage aux victimes du fascisme.

Apportons soutien inconditionnel démocrates et antifascistes d'Espagne.

Exigeons libération immédiate prisonniers politiques.

Attendons arrivée prochaine peuples Basque, Catalan, Espagnol et Galicien enfin libérés du joug fasciste dans Europe démocratique.

«MOTION POLITIQUE»

se considère à bon droit comme la conscience théorico-pratique des aspirations démocratiques et antiautoritaires dans l'esprit des jeunes de toute l'Europe.

en effet, se bat pour la seule alternative politique, la fondation d'un Etat fédéral européen, qui peut seul permettre de tracer le chemin vers la réalisation universelle des valeurs du libéralisme politique, de la démocratie et du socialisme dont la réalisation est entravée par la division de l'Europe en Etats Nationaux indépendants et souverains. L'Etat National comme cadre exclusif de la lutte politique qui empêche toute évolution progressiste de la société européenne. La Fédération européenne est enfin la seule alternative politique pouvant permettre de donner un début de réalisation aux valeurs apparues dans la société européenne à la suite des fermentations qui ont caractérisé les divers mouvements de la société européenne après la fin de la «guerre froide».

Après la «guerre froide», la société européenne dans son ensemble, et surtout les jeunes, ont aspiré à des modes de vie sociaux, à une organisation du pouvoir politique qui, donnant corps à une société plus libre et plus juste, encadrée par des structures démocratiques à la mesure de l'homme, aillent au-delà des modèles russe et américain. Empreints de formes d'autoritarisme opposées, ceux-ci exercent en fait le même type de violence sur le libre développement de la personnalité humaine.

Les revendications dérivent des valeurs apparues au cours des grandes luttes du XIX^e siècle et doivent donc être comprises comme la manifestation de la nécessité de poursuivre les révolutions libérale, démocratique et socialiste. En fait, les exigences qui agitent la société européenne d'aujourd'hui proposent à nouveau sous des formes différentes les valeurs qui ont inspiré ces trois idéologies : la liberté individuelle contre l'arbitraire du pouvoir, une plus grande participation des citoyens à la prise des décisions les concernant à tous les niveaux, une répartition juste du produit social.

La revendication anti-autoritaire est devenue presque générale et s'est exprimée surtout dans trois secteurs et à propos de problèmes cruciaux de la société européenne moderne : l'école, l'usine et le milieu naturel et urbain.

1. Dans l'école, les aspirations des jeunes se sont exprimées contre le contrôle bureaucratique par l'Etat et le conditionnement de l'appareil productif et pour une école authentiquement démocratique, libre de tout encadrement bureaucratique, et qui, dans le cadre d'une pédagogie moderne, mette au premier plan l'objectif du développement de la personnalité individuelle sans mutilation.

2. Dans l'usine, elle concerne les problèmes de l'usine, les aspirations des jeunes et de la société européenne en général, se sont manifestées sous la forme d'une revendication du droit des travailleurs pour une plus grande participation à la gestion de l'entreprise et pour la plus grande humanisation du processus de production.

3. Dans le rapport aux problèmes du milieu naturel et urbain, les aspirations des jeunes et de la société européenne se sont exprimées à travers la revendication d'une politique du territoire capable d'assurer le maintien, ou le rétablissement, de rapports équilibrés entre les hommes, mis en danger par un développement économique et urbain anarchique.

Les revendications anti-autoritaires ont été accompagnées par la conscience de la nécessité de réaliser une autre valeur, originairement strictement associée aux précédentes; d'une part la lutte pour la paix et d'autre part la contestation des armées nationales justifiée par leur inutilité pour la défense des citoyens européens et par le fait que les jeunes, aujourd'hui, estiment utile un service civil dans le cadre des communautés civiles désarmées.

Il faut toutefois remarquer que ces valeurs n'ont vu aucun début de réalisation. Les mouvements de la jeunesse n'ont pas pu surmonter le véritable obstacle à leur réalisation : l'Etat National comme cadre exclusif de la lutte politique; et donc n'ont pu identifier le cadre politique capable de dépasser cet obstacle et de permettre la réalisation de ces valeurs : l'Etat Fédéral Européen.

Les raisons pour lesquelles l'Etat national constitue aujourd'hui le goulot d'étranglement empêchant toute évolution progressive de la société en Europe peuvent se comprendre si l'on considère deux éléments — l'un historique et l'autre expliquant son incapacité à résoudre les problèmes de notre temps et expliquant en dernière analyse la crise de confiance dans les Etats européens.

Le premier consiste en la centralisation de l'Etat en Europe continentale, centralisation héritée de l'histoire antérieure. Cette centralisation a créé un appareil étatique autoritaire, bureaucratique, éloigné de la vie des citoyens. L'Etat national centralisé a partiellement effacé la réalisation des valeurs du libéralisme, de la démocratie et du socialisme et est responsable de l'arbitraire présent dans tous les secteurs de la société. En outre l'Etat national a étouffé les revendications des nationalités opprimées imposant le nivellement des mœurs, de la langue, etc., et empêche l'expression politique des aspirations à un meilleur gouvernement.

Le deuxième élément s'est manifesté avec une évidence de plus en plus dramatique au cours du XX^e siècle. A la suite du développement progressif des forces de production, les rapports économiques et les problèmes stratégiques ont atteint une dimension continentale qui a rendu de plus en plus inadéquates les dimensions des Etats européens. Les pays européens sont aujourd'hui au niveau d'objets de la politique mondiale et ont perdu une grande partie de leur souveraineté en matière économique.

On voit donc que seul un Etat fédéral européen peut permettre d'entreprendre la réalisation des aspirations qui se sont exprimées dans la société européenne ces dernières années. La Fédération européenne naîtra dans une zone fortement définie du point de vue linguistique et culturel et ne sera donc pas une formule juridique vide. Elle aura comme support des éléments sociaux historiquement enracinés qui donneront une vie effective aux institutions fédérales et, à travers la répartition des pouvoirs à tous les niveaux (local, régional, national, européen) laissera un large espace aussi à l'expression concrète des aspirations au self-gouvernement des collectivités territoriales plus petites.

Les Européens pourront assumer avec l'unité, un rôle de premier plan dans l'équilibre international et auront la capacité de développer une économie qui a atteint des dimensions continentales, ils pourront aussi rétablir le circuit de confiance entre les Etats et le pouvoir, irrémédiablement coupé dans les Etats Nationaux.

Les fédéralistes se battant pour la fondation de la Fédération européenne, se battent pour réaliser les aspirations de la société européenne, des citoyens et des travailleurs et les valeurs universelles du libéralisme politique, de la démocratie et du socialisme.

LE
PETIT

COIN

DU

COPINAGE

EURONANA

Pendant des siècles et des siècles
ils t'ont cloué le bec
ils t'ont plumé la tête
ils t'ont tordu le cou
ils ont écartelé au cheval de bataille tes pattes
rogné ta queue de pie tes rémiges velléitaires
arraché tes serres oisives
et crevé tes yeux d'aigle croqueuse de nations
ces rois fous et ces reines alliées
ces empereurs géniaux mégalomanes
ces princes d'église et de sang
ces diplomates en dentelles
et ces soudards pillards
et ces guides paranoïaques

Depuis un quart de siècle borgne
ils ont interpété leurs rêves idylliques
se sont congratulés
se sont brouillés et embrouillés
ont échangé vaille que vaille leur oui de pacotille
ont buriné leurs pactes dans le beurre
se sont donnés le mot de passe-passe
par crainte de devoir troquer leur droit d'aïnesse
ces politiciens éphémères
ces comptables apothicaires
ces messires courtiers en vain
ces malingres commissionnés
et ces conseillers timorés
et ces bureaucrates trilingues

N'avons-tous pas assez défrayé la chronique
et pas assez joué des patiences iniques

Europe verte rose
corps sans âme à la belle étoile
quand tes peuples se lèveront-ils donc
comme un seul homme
pour entrer dans la ronde de tes étoiles

Alain CHANTEAU

Un recueil de poèmes d'Alain Chanteau sera publié
par les Editions Fédérop. Il sera le troisième volume
de la collection Pau Froment.

REGLEMENT INTERIEUR DE LA J.E.F.-FRANCE.

Art. 1 :

- La J.E.F.-France est la section française de la Jeunesse Européenne Fédéraliste dont le siège est à Bruxelles. Elle est la section jeune de l'Union Européenne des Fédéralistes.
Jusqu'à l'âge de 18 ans les jeunes appartiennent uniquement à la J.E.F., entre 18 et 28 ans, il peut y avoir double appartenance à la J.E.F. et à l'U.E.F.
Exceptionnellement les dirigeants pourront garder leurs responsabilités au sein de la J.E.F. jusqu'à l'âge de 30 ans sous décision de l'organe qui les élit.
- La J.E.F. jouit d'une autonomie politique et d'organisation dans les limites du respect du règlement et de la ligne politique de l'U.E.F.

Art. 2 :

Tout jeune qui accepte les statuts, le présent règlement et la ligne politique peut s'inscrire à la J.E.F.

Art. 3 :

- L'organisation de base de la J.E.F. est la section. Une section J.E.F. est constituée si au minimum cinq adhésions sont enregistrées.
- Les autres modalités de constitution d'une section J.E.F. sont les mêmes que celles de constitution d'une section M.F.E.
- Le contrôle de la section J.E.F. revient en premier ressort aux organes de la J.E.F. et en appel aux organes de l'U.E.F.

Art. 4 :

Les membres de la section se réunissent :

- en Assemblée Ordinaire annuelle aux fins de renouveler les charges de chaque section. Pour les sections comprenant moins de dix adhérents il n'y a qu'un secrétaire.
- en Assemblée -Ad Hoc- pour l'élection des délégués au congrès régional et à la Commission Française de la J.E.F.; pour discuter et délibérer sur les thèmes portés à l'ordre du jour de ces réunions.
- en Assemblée Extraordinaire toutes les fois qu'il est nécessaire d'examiner des situations urgentes ou d'une importance particulière.

La convocation en vue d'une Assemblée Ordinaire devra être adressée au minimum 15 jours à l'avance.

Toutes les délibérations de l'Assemblée sont adoptées à la majorité simple sauf lors de la modification du règlement intérieur, auquel cas la majorité des 2/3 est requise.

L'élection aux fonctions de responsabilité s'effectue toujours par vote à scrutin secret.

Art. 5 :

La J.E.F. est divisée en centres régionaux. Le découpage régional administratif fixe le nombre de régions J.E.F. et le domaine de leur ressort territorial.

Art. 6 :

Le Congrès Régional est convoqué au moins une fois par an en vue du renouvellement des charges. Les sections doivent en être avisées au minimum 15 jours à l'avance afin de faciliter la réunion des assemblées préparatoires.

La convocation doit proposer l'ordre du jour proposé.

Les délégués au Congrès Régional sont élus par les assemblées de section.

Les modalités de cette élection sont fixées par le secrétaire régional qui convoque le congrès.

Le quorum requis pour les décisions du congrès régional est établi par le comité régional.

Art. 7 :

Le Secrétariat français doit être informé par Lettre Recommandée de la convocation des congrès régionaux, 15 jours à l'avance, en vue de l'envoi éventuel d'un de ses représentants qui a droit d'intervention.

Art. 8 :

La Commission Française de la J.E.F. est renouvelée chaque année.

Elle est composée de représentants des sections J.E.F. régulièrement constituées à la veille de la date de l'envoi de la convocation. Chaque section élit un délégué à la Commission Française de la J.E.F. pour 10 INSCRITS.

Chaque section régulièrement constituée a le droit d'avoir au moins un représentant.

Les membres du Comité Fédéral de la J.E.F. inscrits en France font partie de droit de la Commission Française J.E.F.

La Commission Française de la J.E.F. est convoquée en Assemblée Extraordinaire sur la demande d'un tiers de ses membres ou d'un tiers des secrétaires régionaux.

La Commission Française se réunit au moins deux fois par an.

Art. 9 :

Un membre de la Commission Française empêché de prendre part à une réunion peut charger, par écrit, un autre membre d'exercer son droit de vote. Un membre ne peut détenir plus d'un mandat.
Aucune autre forme de délégation n'est admise.

Art. 10 :

La Commission Française de la J.E.F. nomme le Président, le Secrétaire et le Trésorier qui font partie de droit du Bureau.

Le Bureau comprend outre les membres de droit au minimum trois autres membres élus par la Commission Française de la J.E.F.

Art. 11 :

Si une section :

- tente une action contraire aux directives de la J.E.F.

- ou commet une irrégularité

le Comité Régional compétent peut prendre les mesures disciplinaires suivantes :

- destitution du Comité Directeur de la section et son remplacement par un commissaire ou une commission.

- dissolution de la section et nomination d'une commission ou d'un commissaire chargé de la reconstitution.

Le Comité Régional qui prend les mesures ci-dessus énoncées doit en avertir immédiatement le Secrétariat Français.

Les responsables de la section concernée peuvent en appeler au Conseil d'Arbitrage.

Art. 12 :

Les mesures prévues à l'Art. 11 sont du ressort du Bureau de la J.E.F. dans les deux cas suivants :

- lorsque les irrégularités sont imputables aux régions.

- lorsque les irrégularités sont imputables aux sections et que le comité compétent a négligé d'intervenir.

Art. 13 :

Le Conseil d'Arbitrage élu par la Commission Française est composé de trois membres n'appartenant à aucune instance française de la J.E.F. ni dans la mesure du possible de l'U.E.F.

Il assure la sauvegarde de la discipline politique des adhérents et des organes de la J.E.F.

Il a pouvoir d'intervention en cas d'indignité manifeste des adhérents.

Art. 14 :

Le contrôle des activités financières de la J.E.F., à tous les niveaux, est effectué par les commissaires aux comptes élus à chaque niveau par l'assemblée de la J.E.F. s'il y a lieu.

Art. 15 :

Selon les dispositions concernant les cotisations fixées chaque année par la Commission Française, la section retient sur chaque carte la quote-part qui revient à la section et transmet la part restante au Trésorier français de la J.E.F. qui répartit la somme reçue entre la J.E.F. et le secrétariat européen.

Art. 16 :

Les représentants de la J.E.F. au sein des organes de l'U.E.F., à tous les niveaux, sont élus par l'Assemblée de la J.E.F. au niveau correspondant.

Art. 17 :

Le présent règlement peut être modifié par l'Assemblée de la Commission Française de la J.E.F.

Le quorum est atteint si la moitié des délégués régulièrement élus par les sections sont présents ou représentés.

Art. 18 :

Le Congrès de la J.E.F.-France se réunit au moins tous les deux ans.

Les groupes régionaux élisent leurs représentants sur la base de un délégué par tranche commencée de cinq adhérents.

La Commission Française se réunit immédiatement après la clôture du Congrès.

Art. 19 :

Tout litige entre la J.E.F. et le M.F.E. est du ressort de la Commission d'Arbitrage au niveau européen.

LES EDITIONS FEDEROP

collections «**Contradictions**» et «**Cent Fleurs**»

C'est délibérément que nous constituons d'emblée deux collections différentes et profondément liées.

Deux collections ; car les textes que nous entendons publier sont de natures différentes, appartiennent à des phases différentes du processus de la connaissance : expérience, expérimentation et théorie.

«**CENT FLEURS**» est une collection qui accueillera dans toutes leurs diversités, avec toutes leurs contradictions, les récits, les bilans d'expériences, les dossiers et les documents ayant trait à tous les aspects de la vie et des luttes du peuple.

D'une brochure sur une grève à un recueil de chansons, du bilan d'action d'un groupe de quartier à un album de photos, il s'agit de rendre publics les faits par lesquels le peuple crée l'histoire.

«**CONTRADICTIONS**» publiera le complément indispensable aux bilans ; des textes théoriques, des textes d'analyse qui permettent de situer les contradictions, de les cerner, d'identifier leur nature et de définir les moyens de les résoudre.

Notre ambition avec ces deux collections est d'ouvrir un peu plus les possibilités d'expression et de débat dans le mouvement populaire.

Nous savons toutefois - et quelque soit l'importance que nous attribuons aux livres - que ce n'est pas dans les textes que se transforment les sociétés. Les textes que nous publierons seront ainsi plus ou moins «bons», plus ou moins «fondamentaux» en fonction de l'avancée des luttes du peuple. Les livres ne peuvent aider à résoudre que les problèmes dont la solution est à l'ordre du jour.

«*Cent Fleurs*» et «*Contradictions*», collections dirigées par Bruno Guichard et Pierre-Gilles Flacsu.

collection de PROSE

La caractéristique principale de notre collection de prose est assez paradoxalement de ne répondre à aucune définition précise : nous la voulons en effet ouverte à l'extrême, pour offrir aux lecteurs un large éventail d'œuvres inédites en français (ou depuis longtemps tombées dans l'oubli) : traductions, mais aussi éditions bilingues et — nous le souhaitons — créations «lyonnaises»...

Nous avons d'ores-et-déjà entrepris les contacts qui nous permettent de bientôt présenter des traductions d'auteurs africains anglophones (car il y a là un domaine à peu près totalement ignoré des lecteurs français) et nous négocions un roman de l'Espagnol Ramon Sender.

Nous espérons enfin, à plus longue échéance, publier des anthologies de textes hispanoaméricains.

collection «**PAU FROMENT**»

Froment était un garçon de ferme que les Muses avaient visité à son berceau; il écrivait, en occitan, Soldat à Lyon (La Part-Dieu) et ne pouvant supporter la vie qu'on lui faisait mener à la caserne, il se suicida : c'était en 1898.

C'est pour lui rendre hommage dans la ville même où il trouva la mort qu'a été ainsi baptisée cette collection de poésie dont le premier cahier paraît aujourd'hui : **Mes Espagnes**, de Raymond Busquet.

Cette collection, nous nous refusons, à l'avance, à lui donner un contour trop précis. Elle réunira des textes qu'auront aimés ceux qui l'animent : des textes directement écrits en français, bien sûr — et une place de choix sera faite aux bons poètes lyonnais —, mais aussi des traductions — peut-être les parlers ibériques seront-ils légèrement privilégiés —, et l'on n'hésitera pas à publier, à l'occasion, des textes dans une langue autre que le français : l'occitan, par exemple.

Collection dirigée par Bernard Lesfargues